

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 23 Mars 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°101 ■

Ramadhan 2023

Sous de bons auspices

Ramadhan est là. Après avoir terminé les habituels préparatifs de l'achat d'ustensiles de cuisine, qui ont fait le bonheur des magasins d'électroménagers, les Algériens vont donc accueillir ce mois sacré selon la tradition. Tout a été entrepris pour un Ramadhan serein et surtout sans pénuries.

P 3



Délivré par la CACI pour une durée de 12 mois

Le carnet ATA,
un document
de passage en douanes

P2

Réduction des prix des transports aérien et maritime

La décision du président
Tebboune salvée

P2

Royaume-Uni

L'inflation remonte
à 10,4% sur un an
en février

P11

Commerce

43 000 infractions
commerciales
enregistrées
en trois mois

P 3

Président Tebboune à Al-Jazeera

«Les relations
algéro-italiennes
sont stratégiques»

Le président de la République a confirmé dans un entretien accordé à Al Jazeera les rapports privilégiés que partagent l'Algérie et l'Italie. « Les relations algéro-italiennes sont stratégiques, historiques et très solides, et remontent à la guerre de libération nationale » a-t-il soutenu.

P4

Sonatrach

60 milliards de dollars
de recettes en 2022

Le groupe public Sonatrach a réalisé de grandes performances en 2022. Les chiffres du bilan des résultats préliminaires du groupe font foi. La production primaire d'hydrocarbures a enregistré une augmentation de 2% en passant de 185,2 millions TEP en 2021 à 189,9 millions TEP en 2022.

P 5

11 minéraux nécessaires
à la transition énergétique
L'Afrique en détient
entre 20% et 90% des
réserves mondiales

Bien qu'il reste encore peu exploré, le continent détient déjà des parts considérables des réserves mondiales des minéraux critiques. De plus, la plupart des études géologiques y ont été menées avant que certains minéraux ne soient reconnus comme essentiels à la transition énergétique.

P 16

RÉDUCTION DES PRIX DES TRANSPORTS AÉRIEN ET MARITIME

La décision du président Tebboune saluée

Les représentants et membres de la Communauté algérienne à l'étranger ont salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de consentir une réduction des prix des transports aérien et maritime durant le Ramadhan à hauteur de 50% au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger, soulignant l'engagement des pouvoirs publics à prendre en charge les préoccupations de cette catégorie et à renforcer le lien avec le pays d'origine.

Par R E

Saluant cette décision, le président de la Fédération nationale de la communauté algérienne à l'étranger, Tarek Benbouza a indiqué dans une déclaration à la presse que son organisation a "favorablement accueilli cette décision qui consolide la relation des membres de la communauté avec le pays d'origine et réduit les tracas du voyage pour des dizaines de familles qui veulent observer le jeûne du mois sacré avec leurs proches et familles". Il a, en outre, affirmé que par ces décisions, le président de la République veut envoyer un message "clair et fort" aux membres de la communauté, en leur affirmant qu'ils font partie intégrante de la société algérienne, et qu'il s'emploie toujours à la prise en charge optimale de leurs préoccupations. De son côté, le Secrétaire général du Mouvement de la communauté algérienne en France, Nacer Khebbat, a exprimé sa "satisfaction et celle de la communauté quant à la décision de réduire les prix des transports aérien et maritime", saluant en même temps la politique adoptée par le président de la République qui "accorde un intérêt majeur à la diaspora algérienne de par le monde". Pour sa part, le membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la communauté nationale à l'étranger (zone 4), Faris

Rahmani a qualifié cette décision de "très positive", au vu de l'inflation croissante dans nombre de pays européens et en Amérique au cours des derniers mois, saluant à ce propos "la prise en compte de ces circonstances par les pouvoirs publics, avec à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". "En général, les membres de la communauté nationale à l'étranger ont un revenu moyen, et le soutien du président de la République est très apprécié dans ce sens", a-t-il ajouté, appelant à "étudier la possibilité de réduire les prix des transports aérien et maritime pour les Algériens établis à l'étranger durant la saison estivale". Le Président de la République accorde un intérêt majeur à la prise en charge de la communauté nationale établie à l'étranger et ses engagements dans ce sens se sont concrétisés à l'image de l'élargissement du système national de retraite aux ressortissants algériens résidant à l'étranger à travers l'affiliation volontaire à ce système, a rappelé le député. Chakib Djouhri, ancien député de la communauté et conseiller financier, a affirmé, quant à lui, que la décision du Président de la République intervenait dans le cadre d'une batterie de mesures prises en faveur des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger. Ces mesures traduisent de manière pratique le programme du Président Tebboune dédié

à la communauté ce qui est "synonyme d'une rupture définitive avec l'ère des promesses non-tenues", a-t-il poursuivi. Les décisions du Président de la République ont eu un écho favorable auprès de la communauté, notamment "la prise en charge des ressortissants algériens décédés à l'étranger dont les familles n'ont pas les moyens pour les rapatrier et l'affiliation au système de retraite", a-t-il mis en avant. Dans ce contexte, M. Djouhri a souligné les facilitations décidées au niveau des postes frontaliers terrestres, ajoutant que l'allègement des procédures de passage pour les membres de la communauté est à même de renforcer le lien entre la communauté et la patrie. A rappeler que le Président de la République avait donné, lundi en conseil des ministres, des orientations au gouvernement à l'effet de réduire exceptionnellement les prix du transport aérien et maritime durant le Ramadhan à hauteur de 50% au profit des membres de notre communauté nationale à l'étranger. En application de cette décision, Air Algérie a lancé mardi une réduction de 50% sur les classes de voyages "Y" et "H" au départ de l'international vers l'Algérie, à l'occasion du mois de Ramadhan, a indiqué la compagnie aérienne nationale dans un communiqué.

ALLIANCE ASSURANCES Ses meilleures conductrices honorées

Lors d'une réception chaleureuse, Alliance Assurances a honoré, ce mardi 21 mars à l'hôtel Royal Sahel, Bir Mourad Raïs, ses meilleures conductrices de la région algéroise. En effet, le PDG M. Hassen Khelifati et son staff ont récompensé une quarantaine de clientes. Il s'agit des plus fidèles conductrices ayant opté pour le produit OTO Plus Laki et qui se sont distinguées par une conduite irréprochable et n'ayant enregistré aucun accident ni sinistre à ce jour. Ces dernières se sont vues remettre des attestations de félicitations et des présents.

Dans le même registre, de leur côté, les directions régionales d'Alliance Assurances à Blida, Oran et Tiemcen ont pris la même initiative et ont reçu les meilleures conductrices de leurs régions respectives. Ces dernières ont également été félicitées et obtenus des cadeaux ainsi que des attestations de félicitations.

Pour la deuxième année consécutive, cette initiative exclusive du premier assureur ayant conçu un produit dédié exclusivement aux femmes, Alliance Assurances remercie ses clientes de leur fidélité, les félicite de leur bonne conduite au volant et réaffirme son engagement à les accompagner au quotidien avec la meilleure couverture assurance. Alliance Assurances, plus qu'une Assurance, une Alliance.

PRODUCTION LAITIÈRE La société qatarie Baladna s'implante à Djelfa

La société qatarie « Baladna » de production laitière, compte investir dans la wilaya de Djelfa. Selon la déclaration du chef de l'exécutif de la wilaya, lors des travaux de la session de l'APV, Djelfa a été choisie, parmi 4 villes en raison de son potentiel.

Il a ajouté, qu'une réunion se tiendra prochainement avec le comité d'experts, afin de mettre la touche finale à ce projet. Ce dernier, dont les travaux de réalisation débuteront durant l'année en cours, sera opérationnel en l'an 2024, avec une capacité de production initiale estimée à 336 millions de litres de lait par an.

DÉLIVRÉ PAR LA CACI POUR UNE DURÉE DE 12 MOIS

Le carnet ATA est un document de passage en douanes

Les facilitations qu'offre le carnet d'admission temporaire des marchandises, dit "carnet ATA" qui remplace les documents et procédures douanières dans près de 80 pays ont été exposées par un responsable à la Direction générale des douanes algériennes. En effet, le carnet ATA est «un passeport pour une catégorie spécifique de marchandises», a précisé le représentant des douanes, Bilal Ksir lors de la journée d'information organisée, à Alger, par la CACI au profit des opérateurs économiques sur les avantages et le mode d'utilisation de ce carnet. Le carnet ATA est un document de transit douanier international, en vertu duquel le paiement des taxes et droits de douane exigibles est suspendu, a-t-il expliqué, précisant que ce document permet l'exportation temporaire dans près de 80 pays, et ce en vertu de la Convention d'Istanbul de 1990 relative à l'admission temporaire de marchandises dans les pays signataires.

Délivré par la CACI pour une durée de 12 mois, le carnet ATA est un document de passage en douanes en suspension des droits et taxes. Il dispense de caution lors de la procédure d'admission.

La procédure comprend plusieurs types de marchandises et d'équipements destinés à divers usages notamment les échantillons commerciaux, l'exposition dans les foires et salons, les manifestations culturelles et sportives ainsi que le matériel professionnel, selon les explications fournies.

Toutefois, cette procédure ne concerne pas les équipements et fournitures exportés ou importés qui entrent dans le cadre de la production et de la réalisation de travaux (camions et engins industriels), ainsi que les denrées périssables qui ne font pas l'objet de réimportation durant la validité du carnet ATA, à l'instar des produits alimentaires sensibles.

De son côté, la Directrice générale de la

CACI, Nadira Fathi a qualifié le carnet ATA d'outil efficace dans le commerce international, car permettant le développement des échanges commerciaux entre les pays signataires de la Convention d'Istanbul.

Mme Fathi a également rappelé que la CACI avait enregistré, en raison de la crise pandémique, une baisse du nombre de Carnets accordés aux opérateurs économiques en Algérie, invités d'ailleurs par la Chambre à utiliser ce document pour participer à des expositions et à des manifestations internationales. Dans une déclaration à l'APS, le sous-directeur des Echanges extérieurs à la direction des Relations internationales de la CACI, Boualem Tarafi a également rappelé la baisse, ces dernières années, du nombre de Carnets accordés aux opérateurs économiques en raison de la pandémie, lequel a atteint 126 carnets en 2019, 42 en 2020, 61 en 2021 et 85 carnets en 2022.

Par Slimane T/agence

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ
Pour toute publicité, s'adresser
à l'Agence Nationale
de Communication d'Édition et
de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 -
73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

RAMADHAN 2023

Sous de bons auspices

Ramadhan est là. Après avoir terminé les habituels préparatifs de l'achat d'ustensiles de cuisine, qui ont fait le bonheur des magasins d'électroménagers, les Algériens vont donc accueillir ce mois sacré selon la tradition.

Par Reda Hadi

Autres temps autres mœurs. Si auparavant Ramadhan était synonyme de recueillement et de pensées aux plus démunis, depuis quelques décennies, dès les premiers jours de jeûne, une boulimie frénétique s'emparerait de nos concitoyens. Echaudés mais toujours inquiets, les pouvoirs publics ont pris des mesures exceptionnelles, dérogeant même à la loi, juste pour satisfaire la surconsommation des Algériens. Le Gouvernement, selon des sources, veut faire de ce mois, un moment de référence dans sa gestion. Tout a été entrepris pour un Ramadhan serein et surtout sans pénuries.

A commencer par l'importation de viande rouge qui sera vendue au prix de 1200 DA le kilo. Plus de 20 000 tonnes de viande rouge seront distribuées grâce à près de 1100 points de vente. Ils seront répartis à travers l'intégralité du territoire national.

En ce qui concerne la viande blanche et les œufs, l'Office Nationale des Aliments du Bétail (ONAB) est actuellement en passe de pallier le manque de volailles sur le marché grâce à plusieurs réformes. Les autorités promettent de plafonner le prix du kilo de poulet à 350 dinars grâce à l'arrivée sur le marché de 47 000 tonnes de viande blanche. Même la diversification de l'apport protéinique a été pris en compte, puisque

même les fermes aquacoles se sont engagées à écouler leur production de poissons en grandes quantités à des prix étudiés.

S'agissant des fruits et légumes, des dispositions ont été prises pour diminuer les intermédiaires, tout en renforçant les contrôles inopinés des grossistes. Parmi ces points de vente, on peut citer 133 points de vente directe de produits céréaliers et de légumineuses, 114 points de vente de viandes rouges et blanches, 6 points de vente des fruits et légumes, outre 121 points de vente de lait et dérivés.

Dans cet esprit, il a été décidé d'autoriser exceptionnellement la vente directe du producteur au consommateur. En sus de cela, à travers, l'ensemble du territoire, des marchés de proximité sont ouverts, qui offriront des produits (fruits et légumes) à des prix raisonnables. Ce nombre est appelé à augmenter, le but étant de les rapprocher davantage du consommateur. Au delà même de ces mesures, le gouvernement entend maîtriser une hausse inconsidérée des prix, et casser la spéculation.

Le mode de consommation, la grande inconnue

«Avoir les yeux plus gros que le ventre» est une expression qui correspond vraiment à la réalité en ce mois sacré de ramadan. Le gaspillage alimentaire, celui du pain en particulier, a atteint des proportions alarmantes car d'une manière générale, les algériens explosent leur

budget durant le ramadhan. Quelles que soient les prévisions, le mode de consommation inquiète les pouvoirs publics.

En effet, comment estimer une consommation, alors que la grande inconnue reste le mode de surconsommation déraisonnable de nos concitoyens.

Comme chaque année, durant le mois de Ramadan, les citoyens pour bien accueillir cet événement, se mettent à s'approvisionner de différents produits alimentaires de tous genres, allant du plus nécessaire au plus facultatif. C'est ce qui est constaté dans les différents points de ventes de la capitale, les marchés populaires, les supermarchés, les supérettes...etc. Ces commerces sont pris d'assaut quelques jours avant le mois sacré du jeûne. La formule "nul n'est devin en son pays" prend tout son sens alors. Si tout a été mis en place, le doute persiste, et pourtant le ministère du commerce n'a de cesse à travers de campagne de sensibilisation, d'expliquer que la frénésie de consommation peut générer des pénuries. Même les associations de consommateurs appellent à plus de retenue.

Les organisations patronales, ne sont pas en reste, puisqu'elles soulignent que la surconsommation provoque une perturbation des stocks. Souhaitant alors plus de prise de conscience de nos concitoyens pour une approche pragmatique et sensée de la consommation. Saha ramdankoum.

COMMERCE

43 000 infractions commerciales enregistrées en 3 mois

Les infractions continuent à marquer fortement les transactions commerciales à travers le pays et les chiffres donnés par Sami Kolli, Directeur général de la régulation et l'organisation des marchés au ministère du Commerce, témoignent de l'ampleur de ce fléau nuisible à l'économie nationale.

S'exprimant hier, dans l'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Kolli, indique que plus de 43.000 infractions commerciales ont été enregistrées entre janvier et mars 2023 par les services de contrôle et de répression de la fraude.

Le Directeur général de la régulation et l'organisation des marchés au ministère du Commerce a fait état de « 345 000 interventions effectuées, ayant permis de constater 43 963 infractions », cela démontre, ajoute-t-il, les efforts déployés sur le terrain par nos agents de contrôle et de répression de la fraude.

Concernant les pratiques commerciales et surtout le défaut d'affichage des prix et le défaut des factures Sami Kolli, affirme que « 187 027 interventions ont été enregistrées, durant cette même période, d'une valeur financière de 361 million de dinars ».

RE

RAMADHAN/DIABÈTE:

Respecter les conseils des médecins pour éviter les complications

Les personnes atteintes du diabète sont appelées à faire preuve d'un respect strict des conseils des médecins quant à la conduite à tenir pendant le mois de Ramadhan pour éviter les complications, ont indiqué des médecins, mardi, lors d'une rencontre sur le jeûne et le diabète organisée dans la wilaya d'Ain Delfa.

À la veille du mois de Ramadhan, nous conseillons au patient diabétique d'abord de se rapprocher de son médecin traitant. C'est ce médecin qui va donner l'autorisation au malade de jeûner pendant le mois de Ramadhan ou pas », a souligné Pr Samira Belkacem, endocrinologue au Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger, lors de la rencontre sur "le diabète et Ramadhan" organisée par la Société algérienne de diabétologie (Sadiab) et la maison des diabétiques de Khemis Miliana au niveau de la salle de cinéma El Kawakib. L'endocrinologue qui a présenté une communication intitulée "le diabétique face au jeûne de Ramadhan", a ajouté que le patient diabétique "doit respecter la prise de médicament et doit être aussi en concertation avec son médecin".

RE

RAMADHAN /PRODUITS HALIEUTIQUES

Ouverture de 388 points de vente au niveau national

Un total de 388 points de vente directe de produits halieutiques "du producteur au consommateur" ont été affectés au niveau national durant le mois de Ramadhan en vue de contribuer à la régulation des prix, a annoncé mardi un responsable au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de contrôle des activités de la pêche, de

l'aquaculture et de la régulation du marché au ministère, Abderrahmane Hentour a précisé que ces espaces englobaient 45 points de vente relevant de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, 153 points de vente liés par contrat avec cette chambre (poissonneries privées) et 190 points de vente directe dans les marchés durant le Ramadhan.

Cent (100) armateurs de navires de pêche ont pris part à

cette opération, en sus de 36 mandataires de pêche, lesquels procéderont à la vente directe ou assureront les produits dans les espaces de vente directe durant le mois de Ramadhan.

L'opération concerne particulièrement la dorade cédée au prix de 1.090 DA la grande et 990 DA la petite, le tilapia (550 DA) et d'autres produits conservés comme le thon et la sardine aux prix d'usine, a fait savoir M. Hentour.

Cette initiative vise la vente de poisson directement du producteur au consommateur en vue de permettre à un plus grand nombre de consommateurs d'acheter du poisson frais, produit localement, à des prix compétitifs, a affirmé le responsable qui a souligné que les quantités disponibles dans les fermes aquacoles étaient suffisantes pour couvrir la demande notamment durant le mois de Ramadhan.

RE

ALGER

Ouverture de 14 marchés de proximités

Les services de la wilaya d'Alger ont pris une série de mesures pour assurer la disponibilité des produits alimentaires de base et réguler les marchés pendant le mois sacré de Ramadhan, a affirmé mardi le Directeur du commerce et de la promotion des exportations de wilaya, Lakhdar Teriaa.

Lors d'une conférence de presse organisée par les services de wilaya, en prévision du mois de Ramadhan, le Directeur du commerce a précisé que ses services "ont pris toutes les mesures nécessaires à l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires de large consommation, notamment le lait subventionné, la semoule, l'huile de table, les légumes et les fruits". Concernant le lait subventionné, l'intervenant a af-

firmé que sa production était assurée au niveau de huit (8) laiteries, et ce pour répondre à "la demande croissante pendant le mois sacré, estimée à un (1) million de litres/jour", a-t-il dit.

Revenant sur le manque de distribution de la semoule au niveau de la capitale, le même responsable a précisé que cette pénurie est due à l'existence d'une seule minoterie sur Alger, ce qui nécessite, l'acquisition de ce produit en dehors de la capitale, à partir des minoteries privées, ou par le biais du Groupe "Agrodiv" qui possède de nombreuses unités à l'échelle nationale. Le Directeur du commerce prévoit une "baisse progressive" des prix des viandes rouges, les services concernés ayant recouru "aux viandes en provenance

du sud du pays ou de pays voisins à l'instar du Mali et du Niger".

Il a fait état de l'ouverture de 14 marchés de proximité, à raison de deux marchés par daïra, précisant que ce nombre était appelé à augmenter dans les prochains jours.

Dans le cadre de la lutte contre la hausse des prix, le responsable a fait savoir que les autorités locales ont décidé de procéder à des "ventes au rabais" ainsi qu'à des "ventes promotionnelles" à l'occasion du mois sacré de Ramadan et de l'Aïd El-Fitr, soulignant que le commerçant peut appliquer cette mesure "sans demander d'autorisation".

RE

PRÉSIDENT TEBBOUNE À AL-JAZEERA «Les relations algéro-italiennes sont stratégiques»

Le président de la République a confirmé dans un entretien accordé à Al Jazeera les rapports privilégiés que partagent l'Algérie et l'Italie. « Les relations algéro-italiennes sont stratégiques, historiques et très solides, et remontent à la guerre de libération nationale » a-t-il soutenu.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TRANSITION NUMÉRIQUE

L'université algérienne en voie d'être une locomotive

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé avant-hier à Annaba que l'université algérienne « est en voie de devenir une locomotive du développement économique et social » en affinant les compétences et talents scientifiques de la communauté universitaire (enseignants, chercheurs et étudiants) et en les valorisant au service de la société. « L'adhésion large de l'université à cette démarche trouvera l'accompagnement pédagogique, administratif et financier pour sa concrétisation sur le terrain et pour un impact positif de l'université sur son environnement », a affirmé à l'université Badji-Mokhtar M. Baddari qui a effectué en compagnie du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, une visite commune dans le cadre de la coordination entre leurs deux départements en vue de développer un réseau de start-up activant dans l'économie de la connaissance à impact socioéconomique direct. De son côté, M. Yacine El-Mahdi Oualid a salué « la complémentarité entre les deux départements pour accompagner les projets de start-up et d'entreprises innovantes », estimant que cette démarche a contribué à diffuser l'esprit entrepreneurial au sein des milieux estudiantins.

Il a estimé que les données sont à ce propos « encourageantes au regard de l'orientation de docteurs à lancer des projets innovants apportant des solutions numériques à des préoccupations de développement et contribuant au développement socioéconomique local ».

Inspectant des modèles de projets de start-up d'étudiants dans le cadre des mémoires de fin d'étude, les deux ministres ont appelé les exposants à se focaliser sur la maîtrise des mécanismes d'intelligence artificielle, à développer des logiciels et inscrire leurs projets pour obtenir le label de start-up dans une première étape de transformation de l'idée en une entreprise innovante productive de biens et de services.

Lors de leur visite de l'exposition qui a réuni plus de 400 exposants porteurs de projets de start-up, les deux ministres les ont invités à concevoir des modèles de marketing de leurs projets, rappelant les mécanismes incitatifs des opérateurs économiques à investir dans les projets innovants.

Les deux ministres ont visité, dans la même université, une seconde exposition des résultats des recherches menées au sein de cette université et relatives à la sécurité alimentaire, la transition numérique et les technologies industrielles. Ils ont insisté sur l'importance de créer des entreprises au sein de l'université activant dans les domaines en rapport avec l'économie de la connaissance et la transition numérique.

Les deux ministres ont inauguré à l'université Badji-Mokhtar la maison de l'intelligence artificielle et se sont enquis de nombre de projets innovants activant au sein de cette structure d'accompagnement des projets innovants et de développement de bases de données scientifiques numériques.

Au pôle université El Bouni, les deux ministres ont inauguré deux groupements de start-ups et d'entreprises auxiliaires à caractère économique activant au sein de l'université avant de visiter le centre d'innovation Annaba-Innovation qui accueille 40 entreprises innovantes.

R. E.

Synthèse S R

La coopération entre les deux pays se renforce davantage notamment dans le domaine énergétique et industriel. En été 2022, les deux pays ont signé des contrats permettant l'approvisionnement de la botte du vieux continent en quantité supplémentaires de gaz, soit environ 9 milliards de m3. En janvier 2023, Le groupe italien (ENI), partenaire de Sonatrach, a indiqué : « L'Algérie augmentera le pompage de gaz envers l'Italie, pour atteindre 28 milliards de mètres cubes d'ici 2024 ». Sur ce sujet, le président Tebboune a apporté une précision : « L'accord énergétique avec l'Italie comprend l'électricité, le gaz et l'hydrogène, et nous cherchons à le mettre en œuvre en coopération avec

l'Europe ».

Pour ce qui est des relations algéro-françaises, le Président de la République a indiqué que « notre relation avec la France est fluctuante », soulignant que l'ambassadeur algérien sera bientôt de retour à Paris ».

Le chef de l'Etat a, par ailleurs, assuré qu'il se rendra, au mois de mai prochain, en visite officielle en Russie sur invitation de son homologue russe Vladimir Poutine.

L'occasion sera propice pour intercéder en faveur de l'arrêt des hostilités entre les russes et les ukrainiens. « L'Algérie est habilitée à jouer un rôle de médiateur dans la crise ukrainienne. C'est l'un des rares pays qui ont une crédibilité suffisante pour une telle démarche » a-t-il jugé.

Dans cette guerre, qui a éclaté en février 2022, l'Algérie s'est positionnée soigneusement à équidistance entre les deux

belligérants, ne prenant partie ni pour l'un ni pour l'autre, mais défendant constamment le principe de règlement des conflits par la voie pacifique et le dialogue. Elle reste attachée aussi fortement au droit des peuples à l'autodétermination de leur sort. Pour cette raison, elle a fait sienne les causes sahraouie et palestinienne. « La question palestinienne est suprême. Elle relève d'une affaire interne en Algérie » a-t-il affirmé.

Questionné sur la question le revirement de la position de l'Espagne, à travers le gouvernement Sánchez, sur la question du Sahara occidental. A ce sujet, le chef de l'Etat a été direct. « Nous considérons la position de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental comme une position individuelle du Gouvernement Sanchez », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : « L'Espagne s'est aligné dans le dossier du Sa-

hara occidental avec des attitudes secrètes qui ne la déchargent pas de ses responsabilités. L'Espagne a oublié qu'elle était l'ancienne puissance coloniale du Sahara occidental et que sa responsabilité demeure toujours ».

Ce revirement inattendu de Madrid sur ce conflit a provoqué la colère de l'Algérie qui a rappelé le 19 mars son ambassadeur en Espagne, avant d'annoncer début juin de la même année, le gel du traité d'amitié entre les deux pays. Dans la foulée, les relations commerciales entre l'Algérie et l'Espagne ont été rompues, à l'exception des livraisons du gaz algérien.

Dans le même contexte, il a assuré que les « échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne se poursuivent et leur majorité s'effectue par le secteur privé dans les deux pays ».

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Des méga-chantiers de transferts pour remporter la bataille de l'eau

Après le recouvrement de la souveraineté nationale, la mobilisation de l'eau potable pour la population, sa distribution équitable et équilibrée et sa disponibilité pour les activités agricoles et industrielles, notamment à la faveur de grands projets de transferts inter-barrages, a constitué, entre autres défis de développement à relever, l'autre bataille à gagner pour assurer une sécurité hydrique durable.

Outre la construction des barrages à travers diverses régions du pays, la réalisation des forages et des stations d'épuration d'eau et l'extension du réseau d'eau potable, la stratégie de mobilisation de cette denrée vitale, sous forme de systèmes régionaux, via des projets de transferts d'eau inter-barrages et d'interconnexion, a été adoptée au lendemain de l'indépendance pour garantir à tous l'accès à l'eau potable.

Dans ce sillage, les systèmes de transfert hydraulique "Beni Haroun" à l'Est du pays, le "MAO" (Mostaganem-Arzew-Oran) à l'Ouest, ensuite d'autres transferts, se sont dessinés à l'horizon dès les années 1980, dans le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), restructurant la vie économique et sociale de plusieurs régions du pays et engageant des budgets colossaux et une armada de compétences nationales dans diverses spécialités et des partenariats à l'international.

Les efforts consentis ont permis de concrétiser sur le terrain une dizaine d'installations de grands transferts, mobilisant des millions de mètres cubes d'eau, des

efforts colossaux qui se poursuivent et se consolident aujourd'hui grâce à l'engagement ferme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "en finir avec les coupures d'eau et garantir un égal accès des citoyens aux différents services de l'eau à travers l'ensemble du territoire national".

Assurer un développement local équilibré

Au parachèvement du chantier pharaonique de réalisation du barrage Beni Haroun dans la wilaya de Mila, entamé à la fin des années 1990 et finalisé en 2003, les efforts étaient déjà axés sur le lancement des réseaux complexes et immenses de transfert d'eau, depuis ce barrage qui constitue la plus grande infrastructure hydraulique en Algérie et la deuxième en Afrique, avec une capacité de stockage de 1 milliard de m3.

C'est ainsi que l'acheminement d'eau vers cinq wilayas, outre Mila, a été graduellement lancé en travaux, avec l'entame de réalisation de barrages, de conduites immenses et stations de pompage dont une est considérée comme l'une des plus grandes au monde, avec une puissance de 180 mégawatts, refoulant plus de 1,5 million de mètres cubes par jour.

Le système de transfert d'eau de Beni Haroun assure 500 millions de m3 d'eau/an pour une population estimée à 6 millions d'habitants dans les wilayas de Constantine, Oum El Bouaghi, Batna, Khenchela, Jijel, outre Mila, et permet l'irrigation de 42.000 hectares de terres agri-

coles à Teleghma, Chemora, Ain Touta, Toufana et Ouled Fadhel.

A l'Ouest du pays, le souci d'assurer le liquide précieux aux habitants de la wilaya d'Oran et pour les besoins des activités industrielles de la zone d'Arzew a donné lieu au système de transferts MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), grâce auquel El Bahia est passée d'une wilaya dépendante en matière d'eau potable à une wilaya non seulement autosuffisante, mais également "exportatrice" de cette denrée vitale à plusieurs wilayas limitrophes.

Il assure, depuis 2010, quelque 155 millions de m3 d'eau/an pour les wilayas d'Oran et Mostaganem, la zone industrielle d'Arzew et également une partie de Mascara ainsi que les wilayas de Relizane et Ain Temouchent.

Le système de transfert de Chott El Gharbi vers les régions de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma, assure, pour sa part, 60 millions de m3 d'eau pour l'AEP et l'irrigation de plus de 1.600 ha de terres agricoles, outre le développement de l'élevage.

Au Centre du pays, le transfert d'eau, à partir du barrage de Koudiet Acerdoune, dans la wilaya de Bouira vers les wilayas de Tizi-Ouzou, M'sila, Médéa en plus de la sécurisation de l'AEP d'Alger, était venu consolider la détermination de l'Etat à remporter la bataille de l'eau.

Deuxième grand barrage à l'échelle nationale, après celui de Beni Haroun, le barrage de

Koudiet Acerdoune, situé sur les hauteurs de Maâla à Lakhdaria, avec une capacité de 640 millions de m3 d'eau, mobilise plus de 170 millions m3/an. Il alimente près de 4 millions d'habitants et rythme l'évolution des activités agricoles et industrielles dans plusieurs wilayas. Dans le Sud, le mégaprojet de transfert des eaux d'In-Salah vers Tamanrasset sur une distance de 750 km, renvoie non seulement à l'intérêt qu'accorde l'Etat à l'approvisionnement en eau potable de qualité pour la satisfaction des besoins des citoyens, mais renseigne également sur les efforts sans répit déployés pour gagner la bataille de l'eau.

Plus gros projet de transfert d'eau en Algérie, de par sa taille, ce projet gigantesque comprend 48 forages et permet d'acheminer 100.000 m3/jour d'In Salah vers Tamanrasset pour alimenter des centaines de milliers d'habitants de cette région du sud algérien et appuyer le développement local.

A ces systèmes de transferts d'eau s'ajoute celui des hautes plaines sétifiennes, à travers ses deux couloirs, Est et Ouest, mobilisant respectivement 313 millions m3 d'eau et 122 millions m3 Est, pour alimenter une population estimée à plus d'un million d'habitants.

Aussi, le système de transfert des eaux mobilisées par le barrage de Taksebt de Tizi Ouzou vers les wilayas de Boumerdes et Alger, mobilise 180 millions de m3 d'eau dont 136 millions m3 pour l'AEP dans la capitale et sa région.

R. E.

SONATRACH 60 milliards de dollars de recettes en 2022

Le groupe public Sonatrach a réalisé de grandes performances en 2022. Les chiffres du bilan des résultats préliminaires du groupe font foi. La production primaire d'hydrocarbures a enregistré une augmentation de 2% en passant de 185,2 millions TEP en 2021 à 189,9 millions TEP en 2022.

Par Zahir R

Un chiffre en constante augmentation durant ces dernières années. Cette production a permis à la Sonatrach d'augmenter ses exportations à 60 milliards de dollars US durant l'année 2022 et l'investissement de 5,5 milliards de dollars. Pour arriver à ce résultat et renforcer sa position sur le marché mondial de Gas and Oil, Sonatrach s'est tournée vers la recherche qui s'est soldée par 15 découvertes enregistrées durant l'année écoulée, dont 3 en partenariat. Parmi ces découvertes, il y a lieu de citer celles d'In Amenas 2 concernant le gaz à condensat avec des débits de 300 000 m³/j de gaz et 26 m³/j de condensat, alors qu'au niveau de Hassi Berkine, un puits a été réalisé suite à des découvertes en hydrocarbures en partenariat avec ENI, qui a produit 1300 bbl/j de pétrole et 51000 m³/j de gaz associé. Au niveau de Taghit dans le bassin de Bechar, l'existence d'un potentiel très important de gaz a été confirmée.

Une autre importante découverte est à inscrire au palmarès de Sonatrach au niveau du champ d'exploitation de Hassi Rmel où d'importants volumes d'hydrocarbures ont été confirmés, estimés entre 100 et 340 milliards de m³ de gaz à condensat, l'une des plus grandes réévaluations des vingt dernières années. Pour le pétrole, les recherches ont abouti à des découvertes dans les wilayas d'Adrar (Hassi Illatou), dans celle d'El Bayadh (Ouled Sidi Cheikh), à Hassi Messaoud (réévaluation

de volumes), pour un potentiel total estimé dépassant les 750 millions de barils de pétrole brut.

Sonatrach a également enregistré une importante découverte de gaz à condensat au niveau du périmètre d'exploitation du champ de Hassi Rmel, dans laquelle d'importants volumes d'hydrocarbures ont été identifiés, estimés entre 100 et 340 milliards m³ de gaz à condensat. Ces volumes constituent l'une des plus grandes réévaluations des réserves des 20 dernières années.

Trois conventions sous la nouvelle loi 19-13 sur les hydrocarbures

Le groupe pétrogazier a fait savoir également dans son bilan de 2022, posté sur son site officiel, Signature dans le cadre de la loi 19-13 de 2019 sur les hydrocarbures, de trois (03) contrats de partage de production, le premier avec ENI, le deuxième avec SINOPEC et le dernier avec le consortium Occidental Petroleum Corporation, ENI et TotalEnergies.

À travers ces trois contrats, SONATRACH et ses partenaires prévoient de mobiliser environ six (06) milliards de dollars pour développer les champs concernés, en améliorant l'extraction du pétrole brut, du condensat, du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel tout en prolongeant la période d'exploitation des champs en question. SONATRACH a aussi mené des discussions avec d'autres compagnies intéressées par de nouveaux projets d'exploration et de développement.

«La conclusion de ces contrats témoigne de l'attractivité de la nouvelle loi 19-13 sur les hydrocarbures d'une part, et des efforts consen-

tis par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires et permettre aux investisseurs, notamment étrangers, d'évoluer dans un environnement concurrentiel, d'autre part», indique la même source.

Dans le domaine de liquéfaction et séparation, Sonatrach se positionne comme l'une des plus importantes sources d'approvisionnement en gaz au monde et 1^{er} exportateur de GNL en Afrique, ce grâce à des capacités d'exportation tant via les gazoducs, qu'à travers les navires méthaniers pour le GNL. La production de GNL est 22,8 millions m³ et production de GPL 8,3 millions de tonnes.

Par ailleurs, dans le domaine du raffinage des produits pétroliers, en 2022, le groupe Sonatrach n'a pas importé de carburants (depuis août 2020) ses raffineries ont produit 29,1 de tonnes dont 14 millions de tonnes de carburants.

Quant à la pétrochimie, Sonatrach, conscient du fait qu'elle valorise ses hydrocarbures, quelle satisfait les besoins nationaux, quelle a un important potentiel de création d'emplois et d'encourager la mise en place de PME, a fourni d'importants efforts dans ce segment. En 2022, le groupe Sonatrach a lancé la réalisation du complexe MTBE à Arzew d'une capacité de 200 000 tonnes/an, a finalisé le processus de lancement de la réalisation du projet de Déshydrogénation du propane et de production de polypropylène (PDH-PP Arzew) ainsi que pour la réalisation d'un complexe de production de 100 000 tonnes par an de Linear Alkyl-Benzène utilisé dans l'industrie des détergents.

PROGRAMME DE DISTRIBUTION D'EAU

SEAAL lance une plateforme numérique

SEAAL a lancé, à l'occasion de la Journée internationale de l'eau, une plateforme numérique développée en interne par ses cadres, qui permet de connaître en un clic le programme quotidien de distribution d'eau, ses détails géographiques et ses éventuelles évolutions, indique l'opérateur dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Le nouveau service permet de savoir la zone de distribution en fonction de la situation géographique en temps réel. La plateforme permet de connaître les travaux que l'entreprise réalise sur son réseau à travers Alger et Tipaza, et les zones concernées par les travaux sont indiquées en rouge.

L'application « Mon Agence » a également été intégrée sur la plateforme numérique, et elle propose les mêmes services disponibles via les agences commerciales physiques, ainsi que l'application « Mon Compte », qui permet de régler des factures via la carte Edahabia ou CIB.

Le DG de Seaal, Elyas Mihoubi, a indiqué que Seaal a élaboré un programme spécial pour améliorer l'offre et assurer un service public qui réponde aux aspirations des citoyens, notant que 60% des clients d'Alger seront approvisionnés en eau « au quotidien », tandis que 40% d'entre eux seront approvisionnés en eau un jour sur deux.

R E

Le pétrole en petite baisse

Les prix du pétrole repartaient en légère baisse mercredi, avant la décision de politique monétaire de la Fed, très attendue compte-tenu des inquiétudes générées par la récente crise bancaire.

Vers 10H30 GMT (11H30 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai perdait 0,37% à 75,04 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, abandonnait 0,34% à 69,43 dollars.

Les deux références mondiales de l'or noir avaient touché lundi leurs niveaux les plus bas depuis décembre 2021.

Pour Craig Erlam, analyste d'Oanda, cette légère baisse des cours met en évidence des « inquiétudes » encore présentes, autour des « conséquences potentielles à plus long terme pour l'économie » de la récente crise bancaire.

Les marchés semblent toutefois rassurés par l'absence de remous et le « regain de confiance » à la suite du rachat de Credit Suisse par UBS, ravivant l'appétit pour le risque des investisseurs, indique Stephen Brennock, analyste pour PVM Energy.

Toute l'attention du marché est désormais tournée vers la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine à l'issue de sa réunion de mardi et mercredi.

Le marché s'attend à ce que la banque centrale américaine relève ses taux d'intérêt d'un quart de point.

Mais les récentes turbulences dans le secteur bancaire, qui sont en partie liées à l'impact du resserrement rapide des taux d'intérêt, pourraient aussi inciter la Réserve fédérale à maintenir ses taux directeurs inchangés.

«Quoi qu'il en soit, la décision des banquiers centraux américains donnera le ton aux prix du pétrole pour le reste de la semaine», poursuit M. Brennock. Une politique monétaire plus stricte pourrait en effet peser sur la première économie mondiale en renchérissant le coût du crédit pour les ménages et pour les entreprises. De quoi accentuer les risques de récession, et donc de baisse de la demande de pétrole.

Côté gaz naturel, le cours européen est tombé mardi à 37,70 euros le mégawatt-heure (MWh), un plus bas depuis juillet 2021, avant de rebondir légèrement.

Mercredi, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait en légère baisse à 40,60 euros le mégawatt-heure (MWh), les conditions météorologiques clémentes permettant de réduire la consommation de chauffage.

«Les niveaux de stockage élevés et la fin imminente de la saison hivernale restent les moteurs de l'évolution actuelle du secteur gazier européen», avancent les analystes d'Energi Danmark.

Agence

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

12 ans de prison ferme requis contre l'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf

Le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, mercredi, une peine de 12 ans de prison ferme contre l'ancien ministre Abdelmalek Boudiaf, poursuivi avec 18 autres accusés pour corruption.

Des peines allant de 4 à 5 ans de prison ferme ont été également requises contre l'épouse de Abdelmalek Boudiaf et deux de ses enfants pour recel et dissimulation intentionnelle de sources de fonds illicites, blanchiment d'argent, abus de fonction et obtention d'indus avantages.

Dans le cadre de la même affaire, le procureur de la République a requis des peines allant de 3 ans à 5 ans de prison ferme contre des hommes d'affaires poursuivis pour obtention d'indus avantages.

Abdelmalek Boudiaf est poursuivi pour enrichissement illicite, blanchiment d'argent et recel dans le cadre d'un groupe criminel, outre l'octroi d'avantages injustifiés lors de la conclusion de contrats de marchés et abus de fonction lorsqu'il était ministre de la Santé, et en tant qu'ancien wali d'Oran et de Constantine.

CORRUPTION

Le directeur général de la SNTM nord sous mandat de dépôt

Dans un communiqué, rendu public hier mercredi, le Parquet général a informé sur les conclusions préliminaires de l'enquête des brigades anticorruption sur une affaire, impliquant des cadres de la Société nationale du transport maritime (SNTM nord). Le juge instructeur a ordonné le placement en détention provisoire du

directeur général de l'entreprise citée, deux cadres dirigeants et un ancien administrateur à la retraite. Quatorze autres coaccusés ont été mis sous contrôle judiciaire. Les chefs d'inculpation retenus sont : conclusion de marchés et de contrats en violation des lois et règlements, dilapidation de deniers publics et mauvaise gestion de l'entreprise. Ce qui a conduit à

des arrêts techniques, par défaut d'exploitation des cargos au niveau des ports nationaux et en suspendant d'autres navires dans des ports étrangers. Conséquence : détérioration de la situation financière de l'entreprise malgré le soutien financier qui lui a été apporté par l'État, précise la même source.

R N

TÉBESSA

30 millions DA pour l'amélioration de l'AEP à Chréa

Le directeur général de l'Algérie des Eaux (ADE), Mustapha Reguig, a annoncé lundi depuis la commune de Chréa, wilaya de Tébessa, qu'une enveloppe financière de 30 millions DA a été allouée pour le raccordement de quatre (4) puits profonds en cours de réalisation, au château d'eau principal de cette commune, en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants.

Au cours d'une visite de travail dans la wilaya, il a précisé que cette enveloppe financière a été autorisée pour le raccordement des 4 puits profonds d'un débit de 25 litres/seconde, au château principal de la localité de « Kara Lamri », dans la commune de Chréa. Le directeur général de l'ADE a suivi un exposé sur la situation de l'approvisionnement en eau potable dans cette commune, estimant que la rareté de l'eau est due à une période de sécheresse prolongée qui se poursuit depuis plusieurs années, entraînant la réduction de la nappe phréatique et la baisse des rendements des puits. M. Reguig a assuré que le ministère de tutelle a donné son accord récemment, pour le forage de puits profonds dans la commune de Chréa, et la rénovation du réseau de distribution et son extension, ainsi que le lancement d'une vaste opération de réparation des fuites, l'élimination des points noirs, afin de récupérer d'importantes quantités d'eau dont bénéficieront les citoyens. Pour sa part, la directrice des ressources en eau de la wilaya de Tébessa, Sonia Rehaïlia, a souligné que la commune de Chréa compte 95 000 habitants qui nécessitent un volume de 14 296 m³/jour. La collectivité produit seulement 3 542 m³/jour avec un déficit de 10 000 m³, et est alimentée par 11 puits profonds et 19 châteaux d'eau. Elle a ajouté que le secteur des ressources en eau a prévu diverses mesures à court terme afin de produire 4 234 m³/jour, en réhabilitant 4 puits profonds notamment, la rénovation et l'extension des réseaux et la réparation des fuites, ainsi que l'organisation du réseau de distribution en 7 secteurs opérationnels pour améliorer les conditions de distribution et la moyenne des volumes distribués. À moyen et long termes, la même responsable annonce la réalisation d'une deuxième station de pompage des eaux dans la région de Fayidh El-Mehri, pour un montant estimé à 40 millions DA, le renforcement de l'AEP de Chréa à partir de la commune de Ma Labiod, ainsi que la relance du projet de barrage d'Ain Babouche, la réalisation du transfert de la wilaya de Mila par le barrage d'Ourkis dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, pour atteindre la commune de Chréa. Le directeur général de l'ADE a procédé, à la faveur de cette visite, à la mise en service de la station de pompage d'Oum Khaled dans la commune de Tlidjene, d'un débit de 60 litres/seconde, et donné le coup d'envoi du projet d'une deuxième station de pompage dans la localité de Fayidh El-Mehri à Chréa, avant d'inspecter le forage d'un puits profond d'un débit de 25 litres/seconde dans la localité d'Abba de la même commune, où les travaux sont achevés. Le forage est au stade des essais et sera opérationnel « avant l'été », tandis qu'un autre puits entrera en fonction, après sa réhabilitation.

TRANSPORT DU MINÉRAI DE FER GARA-DJEBILET-BECHAR

Une commission dans la région pour le choix du tracé ferroviaire

Des équipes techniques ont entamé une opération de reconnaissance pour le choix du tracé du projet de réalisation de la voie ferrée de 1.000 km pour le transport du minerai de fer du gisement de Gara Djebilet (Tindouf) vers Bechar, a-t-on appris mardi auprès de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

"**D**es équipes techniques de l'ANESRIF sont sur le terrain pour le choix du tracé destiné à la réa-

lisation de cette importante voie ferroviaire devant relier le gisement de Gara Djebilet (Tindouf) vers Bechar", a indiqué à l'APS Abdelkader Mazar, directeur central et chargé de la communication à l'ANESRIF. D'importants moyens humains et logistiques sont mis à la disposition de ces équipes composées de cadres tech-

niques chargés de la concrétisation, "dans des délais satisfaisants", d'une opération de reconnaissance du terrain destiné à réaliser le tracé de cette future voie ferroviaire dédiée au transport du minerai de fer, a-t-il expliqué.

Le projet a été au centre d'une réunion de coordination entre les membres de l'exécutif de wilaya, des représentants de l'ANESRIF et des cadres de divers secteurs d'activités, durant laquelle des questions techniques ayant trait à la réalisation de ce projet de grande envergure ont été débattues.

Au cours de cette rencontre, les représentants de l'ANESRIF ont fait des propositions concernant les couloirs possibles pouvant permettre la concrétisation du tracé de la ligne ferroviaire projetée. Le wali de Bechar, Mohamed Saïd Ben Kamou, à cette occasion, donné des instructions aux responsables membres du conseil exécutif de wilaya ainsi qu'aux institutions concernées pour faciliter la mission des équipes techniques relevant de l'ANESRIF, tout en contribuant à la concrétisation de ce projet stratégique.

DJELFA

Plantation de 5.000 arbustes avec la participation de l'ANP

Au total, 5.000 arbustes de différentes essences forestières ont été mis en terre, mardi à Djelfa, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des forêts, avec la participation d'éléments de l'Armée nationale populaire (ANP). Supervisée par le commandant de la 12^{ème} division d'infanterie mécanisée relevant de la 1^{ère} région militaire (1RM), la campagne s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du Haut commandement de l'ANP et de la poursuite de la campagne de reboisement 2022-2023", a indiqué le

chargé de communication de cette division, le lieutenant-colonel, Nacer Afoun.

Cette initiative, inscrite sous le signe "Des forêts saines pour des populations en bonne santé", a été marquée par la participation d'éléments de l'ANP dans la plantation de 5.000 arbustes de différentes essences (pin d'Alep, cyprès, caroubier), avec un encadrement assuré par le secteur militaire de Djelfa, en coordination avec la conservation locale des forêts, a-t-il ajouté.

La campagne, organisée à l'entrée Nord de la commune de Dar Chioukh (Est

de Djelfa), avec la participation d'autres corps sécuritaires et de la société civile, rentre dans le cadre du renforcement des liens de cohésion entre les algériens et la promotion de l'esprit environnemental, a souligné le même responsable.

De son côté, le conservateur des forêts de Djelfa, Mohamed Doumi, a souligné "l'efficacité" de cette campagne pour laquelle tous les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés.

Il a estimé que la participation des éléments de l'ANP à cette campagne est le "prolongement d'un long

parcours initié par l'institution de l'ANP durant les années 70 du siècle dernier, par le lancement du barrage vert.

Une mission qu'elle poursuit toujours avec l'aide de ses éléments et de la solidarité des citoyens."

Cette campagne de reboisement a également touché de nombreux établissements publics de chef-lieu de wilaya, dont l'établissement de l'enfance assistée, le Centre des handicapés moteurs, et l'université "Ziane Achour", qui a vu l'ouverture d'une pépinière pour la culture de plants expérimentaux.

EPH D'ALI MENDJELI (CONSTANTINE)

Réception de trois services médicaux après réhabilitation

Trois services médicaux de l'Établissement public hospitalier (EPH) Dr Abdelkader Bencherif de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), ayant subi des travaux de réhabilitation, ont été réceptionnés, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Il s'agit des services de chirurgie générale et d'hémodialyse, en plus du bloc opératoire qui dispose de salles opératoires et de réanimation dont les travaux ont été achevés au titre d'une vaste opération de réhabilitation de cet établissement de santé ayant touché l'ensemble de ses structures sanitaires, a indiqué le chargé d'information et de communication à la DSP, Amir Aidoune. L'opération de rénovation et d'aménagement de cette infrastructure de santé s'inscrit dans le cadre des direc-

tives prises par le ministère de tutelle visant la modernisation de l'ensemble des structures de santé et l'amélioration des prestations médicales dans cette wilaya en particulier dans la circonscription administrative Ali Mendjeli habitée par plus de 500.000 âmes, a-t-il précisé. Des instructions visant le parachèvement, dans les délais impartis (avant début mai prochain), de la réhabilitation du reste des structures et des unités de santé de cet hôpital dont les services de médecine interne et de gynécologie obstétrique, le centre de transfusion sanguine et le laboratoire d'analyses médicales, ont été données par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, lors d'une récente visite d'inspection de cet établissement hospitalier, a indiqué, de son côté, son directeur, Zoubir Guerfi. Entamée fin 2021, l'opération, a-t-il en-

core souligné, aura pour objectif d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients et de diminuer la pression exercée sur les autres établissements sanitaires de la wilaya, à l'instar du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Ibn Badis et l'EPH de la commune d'El Khroub, ajoutant que l'entretien et le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement ainsi que le réaménagement des accès de cet établissement dont celui réservé aux personnes aux besoins spécifiques, figurent également parmi les travaux inclus dans le projet. Le service des urgences médicales qui avait fait l'objet, l'année précédente, de travaux de rénovation similaires, a été rouvert le 5 juillet 2022, a rappelé M. Guerfi, signalant que ce service assure actuellement près de 500 consultations médicales/jour

Votre argent est-il à l'abri en cas de faillite de votre banque ?

Alors que la semaine dernière a été marquée par la faillite de deux banques américaines et que cette semaine commence avec l'annonce de l'absorption du Crédit Suisse, il y a comme un vent de 2008 qui souffle sur les marchés.

Par Charlie Bodillier

Aussi, à Zonebourse, un rappel sur la sécurité de vos avoirs nous a semblé nécessaire. Pas parce qu'on croit que le marché va s'effondrer. On a pas de boule de cristal, on en sait rien. Mais parce qu'en revanche on est persuadés que la peur crée le danger.

Lundi dernier sur France Info, Bruno Lemaire réagissait à la faillite de SVB et de la Signature Bank, deux banques américaines au profil certes atypique mais jugées par ailleurs solides, se voulant rassurant quant au risque de contagion sur les banques françaises.

Mercredi, les banques françaises plongeaient pourtant en bourse, la faute à Crédit Suisse qui avait reconnu la veille l'existence de « failles substantielles » dans ses contrôles internes, et dont le principal actionnaire, la Saudi National Bank, indiquait dans une interview accordée à Bloomberg TV, ne pas vouloir remettre au pot. Il n'en fallait pas plus au marché pour paniquer. Il faut avouer que ce début de semaine avait de quoi évoquer la crise financière de 2008, causée par l'effondrement des banques. L'annonce ce matin, après un week-end entier de brainstorming, de l'absorption du Crédit Suisse par UBS pour sauver la banque aux deux voiles n'est pas partie pour rassurer les investisseurs... ni les clients des banques.

On ne va pas revenir dans ces lignes sur les causes de la crise de 2008 ou les mesures mises en place à sa suite, notamment via les accords Bâle III, et qui sont censées nous prémunir d'une faillite systémique des banques au niveau mondial. Notre inimitable Xavier Delmas s'est déjà penché sur la question il y a quelques jours :

Nous allons simplement nous intéresser à une question concrète, qui vous (nous) taraude tous : l'argent de mon compte en banque est-il en sécurité ? Point de sensationnalisme, je spoile (divulgue, pour les allergiques au français) de suite la fin de cet article : non, il n'est pas nécessaire de vous précipiter au distributeur ou au guichet pour vider vos comptes. En fait, comme avec l'essence (ou les rouleaux de papier toilette en mars 2020), le risque n'est jamais complètement écarté, et bien inconscient serait celui qui prétendrait le contraire. Mais le système est conçu pour tenir le choc et tout ira bien tant que les utilisateurs ne le font pas dérailler en se ruant massivement sur l'objet dont ils craignent la disparition. Se précipiter au distributeur pour vider ses comptes est probablement la pire chose à faire en ce moment.

Let's introduce le Fonds de garantie des dépôts et de résolution !

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution, FGDR pour les intimes, se définit lui-même comme « l'opérateur de crise du secteur bancaire et financier ». Sa mission ? Protéger les avoirs des Français et les indemniser en cas de défaillance de leur établissement bancaire. A ce titre, il gère trois mécanismes distincts : la garantie des dépôts, la garantie des titres, et enfin, la garantie des cautions souscrites par les prestataires professionnels. Nous ne nous attarderons pas ici sur ce dernier domaine, qui ne concerne qu'indirectement les particuliers, pour nous concentrer sur les deux mécanismes phares que sont la protection des dépôts et des titres.

Garantie des dépôts à hauteur de 100 000€

Le FGDR garantit jusqu'à 100 000€ par client et par établissement toutes les sommes déposées sur les

comptes, livrets, et plans d'épargne, dès lors qu'elles sont libellées en euros ou dans une autre devise de l'Espace Economique Européen.

Sont ainsi couverts en premier lieu, évidemment, les comptes courants et comptes de dépôt, mais aussi les comptes et plans d'épargne sur livret (CEL, PEL, etc.) et le livret Jeune.

Le FGDR garantit en outre dans les mêmes limites toutes les sommes déposées sur les livrets d'épargne à régime spécial que sont le livret A, le livret de développement durable et solidaire (LDDS) et le livret d'épargne populaire (LEP). Petite spécificité toutefois : le FGDR intervient ici pour le compte de l'Etat, qui est le véritable garant de ces sommes.

Quid des comptes-espèces ?

Le compte-espèce lié à votre PEA est également couvert, sans distinction de l'établissement teneur du compte. Les comptes-espèces associés à un PER, à un plan d'épargne salariale ou équivalents sont également couverts, à condition d'être ouverts auprès d'un établissement bancaire adhérent au FGDR.

Le compte-espèce lié à votre compte-titres est pour sa part couvert à hauteur de 100 000€, à condition que votre compte-titres soit tenu par une banque. S'il est ouvert auprès d'une entreprise d'investissement, votre compte-espèces n'est couvert que dans la limite de 70 000€, et à condition d'être libellé en euros ou dans une autre devise de l'EEE.

Ne sont pas couverts

Ca ne vous aura probablement pas échappé, cette garantie des dépôts ne couvre pas un certain nombre de produits, dont les plus notables sont : les contrats d'assurance-vie et contrats de capitalisation souscrits auprès d'une compagnie d'assurance ; les divers plans d'épargne retraite (PER, PERP, PERCO, etc.) et plans d'épargne entreprises ; ou bien encore les contenus des coffres physiques des banques. S'agissant des espèces déposées auprès des néo-banques (comptes Nickel, Lydia, Qonto ou Revolut notamment) elles ne sont pas davantage couvertes par le FGDR.

Tous ces supports peuvent toutefois être couverts par d'autres mécanismes, français ou étrangers. Et les cryptos dans tout ça ? Les cryptomonnaies ne sont pas des avoirs, et les cryptoactifs en tout genre ne font pas partie des titres couverts par le FGDR donc il n'y a aucune garantie pour les cryptoactifs, quels qu'ils soient.

L'indemnisation est portée de 100 000€ à 600 000€ dans un certain nombre de situations précises pouvant conduire les clients à avoir des sommes conséquentes sur leurs comptes parmi lesquelles : vente d'un logement, dommages-intérêts consécutifs à un dommage (hors dommage corporel, qui est indemnisé sans limite), succession, donation ou encore indemnité de rupture du contrat de travail.

Garantie des titres jusqu'à 70 000€

En parallèle de la garantie des avoirs, le FGDR assure la garantie des titres à hauteur de 70 000€ par client et par établissement.

Sont couverts tous les titres (actions, obligations, OPCVM, etc.), qu'ils soient détenus au sein d'un compte-titre classique ou d'un PEA, auprès d'une banque ou d'un courtier. Attention toutefois, ce n'est pas la moins-value qui est couverte, c'est véritablement la disparition de vos titres : ils ne sont plus sur vos comptes et votre établissement, qui a fait faillite, ne peut ni les restituer ni les rembourser.

Tout se fait automatiquement, et le client de l'établissement qui a fait faillite n'a aucune démarche à réaliser, si ce n'est de fournir ses coordonnées bancaires au FGDR, afin de recevoir l'indemnisation qui lui est due. Cette indemnisation arrive sous 7

jours pour les avoirs, 3 mois pour les titres.

Et le surplus ?

Le FGDR est là pour permettre une indemnisation rapide des clients et éviter ainsi qu'une faillite bancaire se transforme en effet domino. Mais les règles de droit commun demeurent : lorsqu'une entreprise quelle qu'elle soit est en défaut de paiement, ses créanciers se déclarent auprès du liquidateur pour faire connaître le montant de leurs créances. A l'issue de la liquidation, lorsque tous les actifs de la société sont soldés, le boni de liquidation est partagé entre tous les créanciers, selon leur rang. S'il reste des fonds après le remboursement des créanciers privilégiés -- au premier rang desquels on trouve le Trésor -- les créanciers ordinaires, dont font partie les clients d'un établissement bancaire, peuvent espérer être remboursés du surplus non couvert par le FGDR. Ceci pour la théorie. Concrètement, l'hypothèse d'un établissement bancaire ou financier faisant faillite mais dont le boni de liquidation permettrait de couvrir les dettes envers les clients semble peu probable. C'est aussi la raison d'être du FGDR.

C'est bien beau tout ça mais comment c'est financé ?

Et question subsidiaire mais qu'on entend souvent : la garantie est-elle effective ? Comprendre : s'il ne s'agit pas d'une faillite isolée mais de tout un système qui s'effondre, y a-t-il assez pour indemniser tout le monde ?

Alors déjà, il convient de préciser que, dans un monde idéal, le FGDR intervient avant la faillite d'un établissement. Il dispose en effet d'outils lui permettant d'intervenir de manière préventive et tout le système économique a intérêt à éviter autant que possible la faillite d'une banque. Mais si la prévention échoue, les fonds propres déclarés du FGDR sont de 6,106 milliards d'euros au 31 décembre 2021, dont 5,8 Mds sont destinés à la seule garantie des dépôts, ce qui suffit à couvrir la faillite d'un ou plusieurs établissements de taille moyenne. D'où viennent ces ressources ? C'est simple, l'ensemble des établissements bancaires et financiers exerçant en France ont l'obligation d'adhérer et de cotiser au FGDR. Le FGDR compte ainsi 472 adhérents, répartis comme suit (chaque établissement peut être amené à cotiser à plusieurs mécanismes) :

- 340 adhérents à la garantie des dépôts
 - 301 adhérents à la garantie des titres
 - 277 adhérents à la garantie des cautions
 - 103 adhérents au Fonds de résolution national
- Si c'est un établissement dit systémique qui s'effondre, ces 6 milliards sont à l'évidence insuffisants, face aux 2 633 milliards d'euros représentés, à fin 2021, par l'ensemble des dépôts de la clientèle non financière résidente (Rapport 2021 ACPR, Les chiffres du marché français de la banque et de l'assurance). Mais en pareille situation, le FGDR ne serait pas le seul acteur mobilisé. Ce sont en effet les mécanismes de résolution au niveau national ou européen qui seraient mis en œuvre, le FGDR n'étant qu'un rouage du mécanisme.

Votre argent est en sécurité, en cas de faillite isolée d'un établissement de taille petite ou moyenne comme en cas de faillite systémique. On retiendra la nécessité pour les plus chanceux de répartir leurs avoirs sur plusieurs établissements pour assurer une indemnisation maximale. Mais les habitués de Zonebourse n'apprendront rien ici, ils savent déjà qu'on ne met pas tous ses œufs dans le même panier !

Source : zonebourse

TUNISIE/ RAPPORT NATIONAL «GLOBAL ENTREPRENEURSHIP MONITOR 2022-2023»

L'ambition d'entreprendre dans un environnement difficile

Avec un Indice entrepreneurial national faible, au-dessous de la moyenne (le score est de 3,8 sur 10), la Tunisie se retrouve en queue de peloton. Mais les résultats du rapport peuvent être nuancés puisque plusieurs points positifs, tels que l'appétit grandissant des jeunes pour l'entrepreneuriat, ont pu être dégagés.

LIBYE

La production de brut atteint à nouveau 1,2 million b/j

Jusqu'ici, la production pétrolière de la Libye avait bien du mal à maintenir son cap habituel de 1,2 million b/j malgré les nombreuses mesures gouvernementales.

En Libye, la société publique du pétrole (NOC) a annoncé, dimanche 19 mars, que le plateau de production pétrolière du pays atteint désormais 1,2 million b/j. Parallèlement celui des condensats a atteint les 55 000 b/j.

En décembre 2022, la production pétrolière de la Libye était autour de 1,15 million b/j après avoir atteint à 1,2 million b/j, en août 2022, quelques semaines après la reprise des activités pétrolières après des mois d'arrêt.

Ces dernières semaines les autorités ont annoncé leur projet de porter le niveau de la production pétrolière à plus de 1,8 million b/j d'ici les deux prochaines années. Une ambition qui a suscité les doutes de nombreux experts.

La Chambre africaine de l'Énergie, par exemple, a publié une analyse du mois de janvier dans laquelle elle a soulevé l'improbabilité, pour Tripoli d'atteindre une telle performance en raison notamment de la situation sécuritaire dans le pays.

Si, en Tunisie, beaucoup de jeunes sont gagnés par la fièvre entrepreneuriale et motivés par la volonté d'entreprendre, souvent, ils se heurtent à la réalité et finissent par connaître la désillusion: l'environnement entrepreneurial est faible en Tunisie. Beaucoup reste à faire pour le hisser au même rang que ceux des pays qui ont fait de l'entrepreneuriat leur cheval de bataille. Les résultats du rapport national «Global Entrepreneurship Monitor 2022-2023» (GEM) de la Tunisie, qui a été récemment, présenté lors d'une conférence tenue à la Maison de l'entreprise à Tunis, confirment ce constat et pointent les lacunes qui s'érigent en obstacles face aux entrepreneurs. En effet, l'initiative GEM englobe plusieurs pays à travers le monde, dont la Tunisie. Elle vise à évaluer les écosystèmes entrepreneuriaux de chacune de ces économies et à établir, à partir des données analysées et collectées, un classement international. L'objectif derrière est d'analyser le rôle que joue l'entrepreneuriat dans la croissance économique des pays. Le rapport est basé sur une enquête standardisée et commune qui a été réalisée auprès de 175 000 individus dans plus de 49 pays. En Tunisie, cette enquête a été menée par l'ACE en partenariat avec Expertise France dans le cadre du programme Innovi.

Les résultats de l'enquête NES révèlent les lacunes

Avec un Indice entrepreneurial national faible, au-dessous de la moyenne (le score est de 3,8 sur 10), la Tunisie se retrouve en queue de peloton. Mais les résultats de l'enquête peuvent être nuancés puisque plusieurs points positifs, tels que l'appétit grandissant des jeunes pour l'entrepreneuriat, ont pu être dégagés. En effet, le rapport GEM tente d'étudier, dans les détails, tous les aspects relatifs avec l'entrepreneuriat. Pour ce faire, deux enquêtes qui ciblent aussi bien les experts nationaux que la population adulte sont menées, distinctement, pour déceler la perception à l'égard de l'environnement entrepreneurial. La première enquête NES (National Experts Survey) s'adresse aux experts (professionnels et entrepreneurs) qui, à travers 13 catégories de facteurs, tels que le financement, la législation, la dynamique du marché..., évaluent l'écosystème dans lequel évoluent les porteurs de projets. En somme, les résultats de la NES ont fait ressortir des scores faibles au-dessous de la moyenne pour la quasi-totalité des facteurs. Seul l'indicateur relatif à l'infrastructure physique, dont le score est proche de la moyenne (4 sur 10), constitue le point lumineux et avantageux pour la Tunisie. Le score le plus faible (2 sur 10) a été, cependant, attribué à l'indicateur «éducation entrepreneuriale».

La soif d'entreprendre

En somme, la Tunisie est classée 47e sur 51 économies, selon l'enquête NES. Mais pour avoir des informations plus précises sur les activités entrepreneuriales, telles qu'elles sont perçues par les individus, le rapport GEM s'appuie sur une autre enquête APS (Adult Population Survey) réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 personnes âgées entre 18 et 64 ans. Elle permet de décortiquer la dynamique entrepreneuriale, et ce, en soutirant des informations sur l'intention et le parcours entrepreneuriaux. Les résultats de cette enquête sont globalement mitigés. La bonne nouvelle, c'est que la fringale d'entreprendre se confirme en Tunisie.

La proportion des individus qui souhaitent monter leurs propres projets dans les trois prochaines années (intention entrepreneuriale) est passée de 22% en 2012 à 50,7% en 2022, plaçant la Tunisie au 4e rang parmi 49 pays. En effet, cette volonté d'entreprendre est impulsée par des valeurs aussi bien sociales que personnelles. Ainsi, on trouve que le rêve de suivre une bonne carrière (80% des répondants à l'enquête), d'accéder à un statut élevé (83%) ou d'explorer de nouvelles opportunités (61%) pousse les individus à considérer la possibilité de créer leurs propres projets. Cependant, la peur de l'échec demeure la pierre d'achoppement qui empêche

les entrepreneurs potentiels de passer à l'acte (42,6% des individus affirment qu'ils ne comptent pas lancer des projets car ils craignent d'échouer).

Tendance haussière des activités entrepreneuriales

L'analyse du parcours des entrepreneurs révèle que la culture entrepreneuriale progresse en Tunisie, mais lentement. La part des activités entrepreneuriales émergentes (entrepreneurs potentiels et nouveaux) est passée de 5% en 2012 à 17% en 2022. Dans la majorité des cas, l'absence de débouchés est la principale raison qui pousse les gens à se tourner vers l'entrepreneuriat: 90% des nouveaux entrepreneurs affirment recourir à l'entrepreneuriat par nécessité, vu la rarefaction des emplois. Cette tendance haussière se confirme aussi, du côté des entrepreneurs établis dont le taux est passé de 4% en 2012 à 10% en 2022. Revers de la médaille: la sortie entrepreneuriale s'est accélérée au cours des dernières années. En effet, 9% des entrepreneurs participant à cette enquête ont rendu le tablier, dont 7% affirment avoir arrêté l'activité. Ce taux était de près de 3% seulement en 2012. Bien sûr, la crise Covid-19, y est pour quelque chose. Mais la non-rentabilité de l'entreprise demeure la cause principale de l'abandon de l'activité.

MURITANIE

L'indice des prix à la consommation a baissé de 0,7% en février 2023

L'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique (ANSADE) a publié une note mensuelle sur l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC). Il se dégage de cette note, une baisse au cours du mois de février 2023, de l'indice des prix à la consommation de l'ordre de 0,7% par rapport au mois précédent. Ce qui porte le niveau d'inflation à 10,1% en termes de variation sur les douze derniers mois et à 9,0% en termes de glissement annuel, indique la note, publiée sur le site de l'Agence.

L'inflation continuera sa tendance haussière au cours du mois de février pour atteindre le taux de 10,1% après 9,9% en janvier, 9,6% en décembre 2022 et 9,1% en novembre 2022, souligne l'ANSADE, selon laquelle, cette progression est expliquée essentiellement par l'accélération du rythme des hausses des prix des «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (16,2% contre 15,9% en janvier), des prix du «logement, eau, gaz, électricité et

autres combustibles» (4,7% contre 4,3% en janvier) et des prix des «meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (5,7% contre 4,9% en janvier).

Baisse des prix des produits alimentaires

A propos des prix des produits alimentaires, la note révèle, qu'en variation mensuelle, les prix des produits alimentaires baissent de 1,0%, principalement en raison d'une baisse des prix enregistrée aux niveaux des sous-groupes: «légumes» (-3,3%), «pain et céréales» (-1,5%), «viandes» (-1,0%) et «huiles et graisses» (-0,1%). Cependant, d'autres sous-groupes ont connu des hausses contribuant ainsi à l'amortissement de la baisse de cette fonction de consommation. Il s'agit du «lait, fromage et œufs» (+1,7%), «café, thé et cacao» (+1,3%), «fruits» (+1,1%), «poissons et fruits de mer» (+0,2%) et «sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie» (+0,1%).

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE AU MAROC

Le Parlement européen organisera aujourd'hui une table ronde

Le Parlement européen organisera jeudi, une table ronde sous le thème «Les relations maroco-européennes à la lumière des droits de l'Homme et de la liberté de la presse», au cours de laquelle sera abordée la situation des journalistes détenus Omar Radi et Soulaïman Raïssouni.

La justice du Makhzen avait condamné les journalistes Omar Radi et Soulaïman Raïssouni à respectivement 6 et 5 ans de prison après une série de procès marathon, dans lesquels toutes les conditions d'un procès équitable étaient absentes, comme l'ont confirmé des organisations marocaines et internationales de défense des droits de l'Homme.

La table ronde, qui sera organisée à l'initiative des députés espagnols Miguel Urban et Ana Miranda, accueillera la mère du journaliste

marocain Omar Radi, Fatima Chraïbi et l'épouse de Soulaïman Raïssouni, la journaliste Khouloud Mokhtari, ainsi que l'ancienne présidente de l'Association marocaine de défense des droits humains (AMDH), Khadija Al-Riyadi et le journaliste marocain réfugié en France Hicham Al Mansouri, auteur du livre «Au cœur d'une prison marocaine», dans lequel il raconte sa dure expérience en prison. Une intervention du journaliste espagnol Ignacio Cembrero, victime d'espionnage par les autorités marocaines à travers le logiciel sioniste «Pegasus», sera également au programme de cette table ronde.

Depuis l'éclatement du plus grand scandale de corruption au Parlement européen, dans lequel le régime du Makhzen est notamment impliqué, l'institution continentale a ouvert

plusieurs dossiers concernant les atteintes aux droits de l'Homme au Maroc.

Le 19 janvier dernier, les députés européens ont vivement critiqué la détérioration de la liberté de la presse au Maroc, à qui ils ont demandé des améliorations concrètes de la situation des droits humains dans le pays. Les eurodéputés avaient, entre autres, exhorté le Maroc à mettre fin à la surveillance numérique des journalistes, notamment via le logiciel espion Pegasus, et demandé aux Etats membres de l'Union européenne (UE) de cesser d'exporter des technologies de surveillance vers le Maroc, conformément au règlement de l'UE sur les biens à double usage et à continuer de soulever les cas de journalistes détenus et de prisonniers politiques auprès des autorités marocaines.

Le 7 février, le Groupe parlementaire européen de solidarité avec le peuple sahraoui a organisé une conférence au Parlement européen, au cours de laquelle la militante sahraouie des droits de l'Homme, Sultana Khaya, a fait la lumière sur la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé et les violations de l'occupant marocain contre les civils sahraouis.

Deux jours plus tard, la militante et présidente de l'Instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM), Aminatou Haidar a témoigné, devant la Commission du Parlement européen chargée d'enquêter sur le cas d'espionnage avec Pegasus, sur l'utilisation par le Maroc de ce logiciel espion de l'entreprise sioniste NSO Group.

AFRIQUE

Les start-up climatiques ont levé 1,17 milliard de dollars en 2022

L'Afrique compte plus de 500 start-up climatiques, dont 147 ont séduit les fonds capital-risque depuis 2015. Durant l'année écoulée, ces jeunes pousses conjuguant innovation et transition écologique ont occupé le deuxième rang des pépites de la Tech les mieux financées du continent derrière les fintech.

Les start-up africaines engagées dans la lutte contre le changement climatique ou l'adaptation à un monde qui se réchauffe dangereusement ont levé des financements d'un montant total de 1,17 milliard de dollars en 2022, selon un rapport publié en février dernier par l'accélérateur d'entreprises technologiques africain AfricaArena.

Le rapport qui se base, entre autres, sur les données de l'Association africaine du capital-investissement et du capital-risque (AVCA) et du fonds du capital-risque Partech, définit les start-up climatiques comme étant des entreprises conjuguant innovation et transition écologique, qui développent des technologies de pointe à même de contribuer à réduire l'empreinte carbone d'un secteur bien déterminé et d'assurer la protection de l'environnement sur le long terme.

Appelées aussi greentech ou encore cleantech, ces jeunes pousses sont actives dans plusieurs secteurs, dont les énergies renouvelables, la mobilité durable, le bâtiment vert, la gestion des ressources hydriques, le reboisement, la gestion des déchets et l'agriculture durable.

Sur le total des levées de fonds réalisées par les start-up africaines spécialisées dans le développement de technologies climatiques durant l'année

écoulée, 863 millions de dollars ont été récoltés grâce à des financements en capital (equity) répartis sur 69 transactions et dont la majorité ont porté sur des montants supérieurs à 5 millions de dollars. Cela s'explique en grande partie par certaines grosses opérations, dont celle de l'acquisition par Bboxx, une cleantech britannique spécialisée dans les kits solaires hors réseaux, de son homologue PEG Africa qui opère au Ghana, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, pour 200 millions de dollars.

Au total, l'Afrique compte plus de 500 start-up climatiques, dont 147 ont pu lever des fonds auprès des acteurs locaux et internationaux de capital-risque depuis 2015.

Le financement non-dilutif a le vent en poupe

Le rapport précise également que le montant total des levées de fonds réalisées par ces greentech représente 18% du total des financements récoltés par l'ensemble des start-up africaines, toutes catégories confondues, durant l'année écoulée, ce qui place les jeunes pousses de la Climate Tech au deuxième rang des start-up les mieux financées du continent derrière les fintech (39% du total des financements).

En 2022, l'ensemble des start-up actives en Afrique

ont levé 6,5 milliards de dollars, selon les calculs de Partech.

Les financements en dettes représentent environ 23% de ce montant global. Les prêts obtenus par l'écosystème tech africain durant l'année écoulée se sont en effet élevés à 1,55 milliard de dollars répartis sur 71 deals, ce qui représente une hausse de 106% par rapport à 2021. Ce mode de financement non-dilutif est très en vogue au Kenya, qui accapare 39% des financements en dettes recensés l'an passé.

AfricaArena s'attend par ailleurs à ce que les levées de fonds des start-up africaines se situent entre 6,5 et 7,3 milliards de dollars en 2023 (une croissance allant de 0 à 13% par rapport à 2022), avec une baisse probable des investissements en capital qui devrait être largement compensée par les financements en dettes.

Les levées de fonds des pépites de la Tech africaine devraient atteindre environ 9,5 milliards de dollars en 2024, avec un rebond substantiel du marché et une croissance attendue allant de 20 à 30 % en glissement annuel. Les financements qui seront mobilisés par les jeunes pousses du continent devraient dépasser pour la première fois la barre de 10 milliards de dollars en 2025 (+15 à 20%) et s'approcher de 14 milliards en 2026 (+13 à 20%).

DANS UN FONDS DÉDIÉ AUX INFRASTRUCTURES RÉSILIENTES EN AFRIQUE

Le Fonds vert pour le climat injecte 253 millions \$

L'enveloppe comprend un investissement en capital de 240 millions de dollars et 13,7 millions de dollars sous forme de subventions. Elle servira à financer des projets qui devraient bénéficier directement à 50 millions de personnes.

Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé, dans un communiqué publié ce mardi 21 mars, avoir obtenu un financement de 253 millions de dollars du Fonds vert pour le climat (GCF) pour son fonds Infrastructure Climate Resilient Fund (ICRF). L'enveloppe mobilisée auprès du Fonds vert pour le climat représente à ce jour le plus important engagement de ce mécanisme financier de l'Organisation des Nations unies rattaché à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en Afrique, a-t-on précisé de même source. L'AFC a également indiqué que le financement comprend un investissement en capital

de 240 millions de dollars et 13,7 millions de dollars supplémentaires sous forme de subventions, précisant que l'enveloppe injectée par le Fonds vert pour le climat dans son fonds dédié aux infrastructures résilientes au changement climatique devrait bénéficier à 50 millions de personnes directement et à 144 millions de personnes indirectement. L'ICRF, qui vise une taille finale de 750 millions de dollars, est un instrument de financement innovant lancé par l'AFC et son unité de gestion d'actifs, AFC Capital Partners, pour protéger les infrastructures africaines contre le changement climatique en intégrant des mesures scientifiques de résilience climatique dans la planification, la conception, le développement, la construction et l'exploitation des actifs d'infrastructures.

Ce fonds devrait co-investir avec l'AFC dans des « infrastructures nouvelles et existantes qui sont planifiées,

conçues, construites et exploitées de manière à anticiper, préparer et s'adapter aux conditions climatiques changeantes du continent » dans 20 pays du continent (Bénin, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, RD Congo, Djibouti, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Mali, Mauritanie, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Tchad, Togo et Zambie). Il devrait notamment mettre l'accent sur les transports et la logistique, les systèmes énergétiques, les zones économiques, les télécommunications et les infrastructures numériques.

« L'investissement du Fonds vert pour le climat dans l'ICRF mobilisera les fonds de pension africains et d'autres investisseurs privés pour qu'ils investissent dans des infrastructures résilientes au climat en tant que nouvelle classe d'actifs en Afrique. Il servira également de modèle aux banques et institutions financières locales pour s'engager

dans le financement climatique », a déclaré le directeur exécutif du Fonds vert pour le climat, Yannick Glemarec, cité dans le communiqué. « L'AFC et ses précieux partenaires du Fonds vert pour le climat inaugurent une classe d'actifs entièrement nouvelle qui s'avérera déterminante pour modifier la manière dont les infrastructures sont planifiées, développées et construites dans le cadre d'un nouveau scénario de changement climatique », s'est félicité de son côté le PDG d'Africa Finance Corporation, Samaila Zubairu.

Fondée en 2007 avec un capital initial de 1,1 milliard de dollars, l'AFC a pour principale mission de catalyser les investissements dans le domaine des infrastructures en Afrique. Ses principaux actionnaires sont la Société africaine de réassurance, la Banque africaine de développement (BAD) et les groupes bancaires panafricains Ecobank et United Bank for Africa (UBA).

KENYA

L'exécutif distribue des semences de coton OGM en prélude à la nouvelle campagne 2023

Au Kenya, la production de coton peine encore à se développer. Avec la croissance de la demande en vêtements et les investissements réalisés dans le segment de la transformation, les autorités comptent sur la biotechnologie pour relever le niveau de l'offre locale. Au Kenya, l'exécutif a entamé la distribution gratuite d'un stock de 15,8 tonnes de semences de coton génétiquement modifié (Coton Bt) au profit des petits exploitants agricoles opérant dans les provinces de Nyanza et de l'Ouest, en marge de la nouvelle saison de culture qui débutera en avril prochain. Selon les détails relayés par le quotidien local The Nation, cette initiative dont le coût est évalué à 51 millions de shillings (391 000 \$) s'inscrit dans le cadre d'une stratégie gouvernementale visant à soutenir la filière. Les opérations de distribution des graines seront mises en œuvre dans les comtés de Kisumu, Siaya, Homa Bay, Migori, Bungoma et Busia.

D'après Juma Mukhwana, Secrétaire principal, au département d'Etat pour l'industrialisation, les agriculteurs bénéficieront en plus du stock de semences, de produits phytosanitaires et de formations sur les bonnes pratiques de cultures à travers leurs coopératives. « Une fois le coton arrivé à maturité, les usines achèteront la production, offrant ainsi aux agriculteurs un débouché sûr. Nous avons construit des usines d'égrenage et réorganisé de nombreuses entreprises textiles émergentes qui fabriquent des tissus destinés à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe. Nous collaborons étroitement avec le ministère de l'Agriculture pour veiller à ce que nos agriculteurs disposent de suffisamment de semences avant le début des pluies », a déclaré le responsable. Globalement, cette initiative s'aligne sur les ambitions de l'exécutif qui souhaite tripler à 45 000 tonnes l'offre locale de coton graine, durant la nouvelle campagne cotonnière. Selon les données de l'exécutif, les semences de coton Bt affiche un rendement moyen de 3,75 tonnes à l'hectare soit un niveau 5 fois plus élevé que celui du coton conventionnel qui tourne autour de 0,75 tonnes seulement. Au Kenya, la culture de coton couvre environ 10 000 hectares.

GHANA

Le ministre des Finances se rendra en Chine pour discuter d'un allègement de la dette

Régulièrement accusée d'être un obstacle à l'allègement de la dette des pays en développement, Pékin a indiqué début mars que ses prêts bilatéraux servis au Ghana ne représentent que moins de 5% de la dette totale de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le ministre ghanéen des Finances, Ken Ofori-Atta (photo) devrait se rendre, le 22 mars prochain, en Chine pour discuter d'une proposition de restructuration des prêts bilatéraux accordés par Pékin à Accra. « Les discussions devraient se concentrer sur les moyens d'alléger le fardeau de la dette du Ghana et d'obtenir des garanties de financement supplémentaires pour son programme de réformes économiques soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) », a déclaré une source proche du dossier à Reuters. La restructuration de la dette du Ghana auprès de Pékin a été au centre d'une visite de trois jours effectuée, début mars, par une délégation chinoise à Accra. Au terme de cette visite, le ministre ghanéen des Finances avait annoncé que les négociations avec la Chine sur la restructuration de la dette bilatérale ont été « très cordiales et fructueuses », sans plus de précision.

Les dirigeants occidentaux ont accusé à maintes reprises la Chine de retarder la restructuration de la dette des pays en développement dont le Ghana, mais Pékin a jusqu'ici réfuté ces accusations. Pékin avait précisé, le 2 mars dernier, que les prêts bilatéraux servis par des créanciers chinois au Ghana ne représentent que moins de 5% de la dette totale de ce pays d'Afrique de l'Ouest, estimée à 29,2 milliards de dollars.

Selon les données de l'Institut international des finances (IIF), l'Empire du Milieu est le plus grand créancier bilatéral du Ghana avec 1,7 milliard de dollars de dette contre 1,9 milliard de dollars pour l'ensemble des pays créanciers membres du Club de Paris.

EN CAS DE NON-RECONDUCTION DE L'ACCORD EN MAI

Poutine promet des céréales gratuites à l'Afrique

Le locataire du Kremlin a assuré que les pays africains n'ont reçu que 3% des volumes de céréales exportés depuis les ports ukrainiens, alors que des « pays rassisés de l'Europe » en ont obtenu 45%. Le président russe, Vladimir Poutine (photo), a promis, lundi 20 mars, de livrer « gratuitement » des céréales à l'Afrique si l'accord sur les exportations ukrainiennes n'était pas reconduit dans deux mois. « Si nous décidons de ne pas prolonger cet accord sur les exportations [des céréales ukrainiennes] dans 60 jours, alors

nous sommes prêts à livrer depuis la Russie gratuitement tout le volume qui était destiné ces derniers temps aux pays les plus nécessiteux d'Afrique », a-t-il déclaré lors d'un discours à la conférence parlementaire Russie-Afrique à Moscou. « La Russie remplit consciencieusement toutes ses obligations dans l'approvisionnement en nourriture, engrais, carburant et autres produits critiques pour les États du continent, contribuant ainsi à assurer leur sécurité alimentaire et énergétique », a ajouté M. Poutine, indiquant que son pays « a toujours accordé et continuera d'accorder la

priorité à la coopération avec les États africains ». Ces déclarations interviennent deux jours après l'extension de l'accord sur les exportations ukrainiennes pour deux mois supplémentaires. Le locataire du Kremlin a également indiqué, dans son discours, que Moscou « décidera de sa participation future » à l'accord céréalière, qui a été prolongé jusqu'au 18 mai, uniquement si « une mise en œuvre juste et complète » de celui-ci est « assurée ».

Il a précisé dans ce cadre que les pays africains « n'ont reçu que 3% des volumes de céréales exportés

depuis les ports ukrainiens » alors que des pays « rassisés de l'Europe » en ont obtenu 45%. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov avait conditionné la prolongation de l'accord en mai prochain à « la reconnexion de la banque russe Roselkhozbank au système de paiement international Swift, l'abolition des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires et le déblocage des avoirs étrangers et les comptes des entreprises russes associés à la production et au transport de denrées alimentaires et d'engrais ».

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

SELON SWISS RE

Les catastrophes naturelles et l'inflation font gonfler les frais des assureurs en 2022

Les catastrophes naturelles ont fait gonfler les frais des assureurs en 2022, l'inflation faisant monter la facture, indique mercredi le réassureur Swiss Re, qui souligne que les coûts augmentent depuis 30 ans et risquent d'augmenter encore avec le changement climatique.

L'an passé, les pertes économiques engendrées par les catastrophes naturelles se sont chiffrées à 275 milliards de dollars, en baisse de 5,8% par rapport aux 303 milliards de 2021, indique le groupe suisse dans un communiqué.

Mais les dommages couverts par les assureurs ont augmenté de 3,3% à 125 milliards de dollars, en partie sous l'effet de «l'inflation exceptionnelle», explique Martin Bertogg, le directeur de la couverture des catastrophes, cité dans le communiqué.

L'inflation a fait grimper les frais de dommages notamment pour les bâtiments, habitations et véhicules endommagés par les catastrophes naturelles. Entre la hausse des coûts des matériaux et la pénurie de main d'œuvre, les coûts des réparations dans le bâtiment ont augmenté de 40% aux États-Unis, soit davantage que l'inflation. «Si l'inflation redescendra peut-être, la

concentration accrue de valeur dans des endroits vulnérables aux catastrophes naturelles reste un facteur clé d'augmentation des pertes», prévient M. Bertogg. Plutôt que la force destructrice de la nature, c'est la concentration et l'accumulation de richesses dans des endroits exposés avec l'urbanisation croissante qui conduit à une hausse des pertes, souligne Swiss Re dans une étude annuelle sur le secteur de l'assurance.

Le groupe qui sert d'assureur aux assureurs réalise chaque année depuis 1970 une évaluation des pertes économiques et frais. L'année 2022 est la quatrième année la plus coûteuse enregistrée depuis pour les assureurs, les frais de dédommagements augmentant en moyenne 5 et 7% par an depuis 30 ans.

«Nous nous attendons à ce que cette tendance continue», prévient le réassureur, en raison de «la sévérité grandissante des pertes avec la hausse des propriétés et actifs exposés au risque, l'expansion urbaine continue, la croissance

économique et l'intensification des risques dus aux effets du changement climatique en toile de fond».

L'ouragan Ian est la catastrophe naturelle la plus coûteuse de 2022, avec des frais estimés entre 50 et 65 milliards de dollars, ce qui en fait le deuxième ouragan le plus coûteux après l'ouragan Katrina en 2005. Mais «toutes les régions du monde ont souffert d'un événement majeur», relève le réassureur.

Les tempêtes hivernales dans le Nord-Ouest de l'Europe en février ont coûté 4 milliards de dollars aux assureurs, suivies en mai et juin en France par des coûts record pour des tempêtes de grêle, de 5 milliards de dollars.

Les frais de dédommagements pour les inondations en Australie se sont montés à 4,3 milliards de dollars tandis que la sécheresse au Brésil a coûté 1 milliard de dollars avec les pertes agricoles dans le soja et le maïs. Les inondations en Afrique du Sud ont coûté 1,5 milliard de dollars.

ROYAUME-UNI

L'inflation remonte à 10,4% sur un an en février contre 10,1% en janvier

L'inflation est repartie à la hausse à 10,4% sur un an en février au Royaume-Uni contre 10,1% en janvier, tirée notamment par les prix de l'alimentation et des vêtements, a indiqué mercredi l'Office national des statistiques (ONS). «Les prix de l'alcool en hausse dans les pubs et restaurants» ont largement contribué à ce rebond surprise tout comme «l'alimentation et les boissons non alcoolisées, qui ont grimpé au rythme le plus rapide depuis plus de 45 ans», souligne Grant Fitzner, économiste de l'ONS. «Le recul de l'inflation n'est pas inévitable, nous devons donc nous en tenir à notre plan de diviser par deux l'inflation cette année», a insisté le ministre des Finances Jeremy Hunt dans un communiqué, à la veille d'une décision de la Banque d'Angleterre sur les taux d'intérêt. Celle-ci doit à la fois agir pour calmer l'envolée des prix en pleine crise du coût de la vie au Royaume-Uni, mais aussi ménager la croissance dans un pays au bord de la récession. Un «environnement d'inflation élevée» pour 2023.

Un contexte économique qui pourrait encore être obscurci par les turbulences financières dans la foulée d'une série de banques régionales américaines et du rachat précipité du géant suisse Credit Suisse par UBS. «Si l'inflation a grimpé en février, les perspectives pour les mois à venir ont l'air moins sombres grâce à la baisse des prix de gros de l'énergie», tempère toutefois Alpesh Paleja, économiste de la CBI, la principale organisation patronale britannique.

Il note cependant que cette année va rester «un environnement d'inflation élevée pour les ménages comme les entreprises» et se félicite de la décision du Chancelier de l'Echiquier - titre officiel de Jeremy Hunt - de prolonger un plafond des prix de l'énergie. Alpesh Paleja invite toutefois pour le long terme le gouvernement à «renforcer la résilience énergétique» du pays en investissant dans les énergies renouvelables produites localement.

FUSION UBS-CREDIT SUISSE

Des dizaines de milliers d'emplois pourraient disparaître

Après la mégafusion entre les deux premières banques suisses - UBS et Credit Suisse - les syndicats helvétiques s'inquiètent de la perspective de la destruction de dizaines de milliers d'emplois et demandent d'ores et déjà un plan de sauvetage pour les employés. Le sauvetage express mais à contrecoeur de Credit Suisse par UBS sous la pression du gouvernement et des autorités de régulation a provoqué une onde de choc dans le pays, où le secteur bancaire pèse d'un poids important.

«L'enjeu est colossal pour les 17.000 employés de CS en Suisse. Directement ou indirectement, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont potentiellement menacés», met en garde l'Union syndicale suisse (USS) mardi.

«De nombreux emplois sont menacés», a reconnu l'Association suisse des employés de banque (ASEB), avertissant que l'incertitude à laquelle sont actuellement confrontés les employés du Credit Suisse était «extrêmement stressante».

"Une tempête se prépare"

"Une tempête se prépare, mais personne ne sait si elle va les frapper", souligne l'Association.

UBS va payer une somme presque symbolique de 3 milliards de francs suisses (un peu plus de trois milliards d'euros) en actions pour avoir accepté de reprendre une banque au bord de l'effondrement. Pour mieux faire avaler la pilule, l'Etat fédéral offre une garantie de 9 milliards de francs en cas de mauvaise surprise et la banque centrale met à disposition jusqu'à 100 milliards si nécessaire.

Mais ce sont les redondances des deux plus grandes banques en Suisse et ailleurs qui inquiètent les employés. Les deux géants comptent actuellement environ 120.000 collaborateurs dans le monde, dont quelque 37.000 en Suisse. Mais une fois la méga-fusion consommée, il ne fait aucun doute que bon nombre de ces emplois deviendront superflus. Les deux enseignes - les voiles pour Credit Suisse et les trois clés pour UBS - sont présentes dans bon nombre de villes en Suisse, souvent côte à côte et avec une offre très similaire. Les redondances sont donc nombreuses et le groupe de réflexion BAK Economics a averti dès lundi que pas moins de 12.000 employés basés en Suisse dans les deux banques pourraient voir leur emploi disparaître.

Les experts semblaient convenir que les emplois les plus à risque se trouvaient parmi le personnel du Credit Suisse, et en particulier les quelque 17.000 personnes travaillant en Suisse ainsi que un nombre similaire d'employés de son unité de banque d'investissement. C'est par elle qu'une bonne partie des scandales qui ont miné la crédibilité de Credit Suisse sont arrivés et UBS a prévenu que cette branche d'activité allait être nettement réduite.

Et la concurrence ?

Les salariés d'UBS ne sont pas pour autant à l'abri. Si deux emplois sont redondants, il n'est pas certain que ce sera toujours l'employé d'UBS qui restera. «On risque de se retrouver sur le marché avec beaucoup de gens qui ont des compétences financières, mais plus de travail», a prévenu Stephanie Garelli, professeur au International Institute for Management Development sur les ondes de la radio publique RTS.

La fondation Ethos, qui représente les fonds de pension en Suisse et détient des participations dans les deux banques, a pressé les autorités suisses et UBS de céder les activités nationales du Credit Suisse, considérées comme saines. «Cela permettrait de préserver les emplois et de maintenir une saine concurrence», garante du bon fonctionnement de notre économie», a-t-elle souligné.

Les syndicats suisses réclamaient quant à eux mardi que les banques et les gouvernements lancent un vaste «plan de sauvetage» pour les salariés impactés. «Le sauvetage des banques doit également signifier le sauvetage des emplois», a estimé l'ASEB, qui a créé un groupe de travail comprenant des personnes d'UBS et du Credit Suisse, soutenu par le gouvernement, en vue de mettre en place un plan de sauvetage pour le personnel. Elle réclame entre autres «un gel des licenciements jusqu'à fin 2023».

S'il y a actuellement une pénurie de travailleurs qualifiés dans le secteur financier suisse, l'association craint que le nombre de suppressions d'emploi soit trop élevé pour que le marché du travail puisse les absorber. Selon l'USS, les deux banques «ont la responsabilité d'éviter des suppressions d'emplois brutales (...) Les collaborateurs du Credit Suisse ne doivent pas payer pour les erreurs commises par leurs managers et les autorités».

CHINE

Bénéfice net en repli pour Tencent en 2022

L'e géant chinois de l'internet Tencent a annoncé mercredi une baisse de 16% de son bénéfice net en 2022, plombé par un durcissement réglementaire en Chine visant le secteur technologique et les jeux vidéo.

Le groupe, qui possède notamment la populaire application de messagerie WeChat, a dégagé l'an dernier un bénéfice de 188,2 milliards de yuans (25,3 milliards de francs suisses). Il était de 224,8 milliards de yuans en 2021 et avait alors progressé de 41% sur un an.

Son chiffre d'affaires pour 2022 est quant

à lui en repli de 1% sur un an, à 554,5 milliards de yuans (74,7 milliards de francs suisses).

Après des années de croissance fulgurante sur l'un des marchés les plus dynamiques et connectés au monde, les entreprises de l'internet sont depuis 2020 en Chine sous pression des autorités. Les principaux acteurs de la tech ont été épinglés à tour de bras en matière de concurrence et de données personnelles, après des années de relatif laxisme, ce qui a déstabilisé le secteur.

Depuis 2021, les autorités chinoises im-

posent par ailleurs une limite hebdomadaire drastique de trois heures de jeux vidéo en ligne aux moins de 18 ans, pour limiter l'addiction chez les plus jeunes. Ces restrictions avaient fortement pesé sur la rentabilité de Tencent: le numéro un mondial du secteur avait enregistré en août le premier recul depuis 2004 de son chiffre d'affaires trimestriel. Ses relations avec le pouvoir semblent désormais apaisées: après un an et demi de hiatus, le groupe obtient de nouveau régulièrement depuis novembre des licences de jeux vidéo en Chine.

Ce sésame est obligatoire pour commercialiser un jeu sur le plus grand marché mondial.

Tencent est dans son pays un acteur incontournable de la tech du fait de l'omniprésence de son application WeChat (messagerie, paiement en ligne, réseau social).

Elle est présente sur la quasi-totalité des téléphones en Chine et sert de moyen de paiement quotidiennement à des centaines de millions de Chinois, dans un pays où l'argent liquide se fait de plus en plus rare.

ETATS-UNIS

Wall Street, rassurée sur les banques, en hausse avant la FED

La Bourse de New York a fini en nette hausse mardi alors que les craintes sur le secteur bancaire se sont estompées et que les investisseurs ont tourné leur attention vers la Réserve fédérale américaine (Fed), qui devrait procéder mercredi à une hausse des taux de 25 points de base à l'issue de sa réunion de deux jours.

FRANCE

Le rebond de la Bourse de Paris s'essouffle avant les conclusions de la Fed

Après un début de semaine dans le vert, le cours des actions affiche un léger recul à l'ouverture ce mercredi. La Bourse de Paris évolue en baisse de 0,15% mercredi dans les premiers échanges après un rebond en début de semaine, les investisseurs attendant surtout la décision de la Réserve fédérale américaine prévue après la clôture parisienne. L'indice vedette CAC 40 reculait de 10,42 points à 7 102,49 points. La veille, il avait repris 1,44% après un gain de 1,27% lundi. Les investisseurs attendent de savoir comment la Banque centrale américaine va calibrer sa politique monétaire entre sa nécessité de ramener l'inflation vers sa cible des 2%, et le besoin de la faire sans déstabiliser le système financier.

Bas du formulaire

Elle conclut sa réunion mercredi après la clôture parisienne, et va devoir dire de combien elle augmente ses taux directeurs. Depuis plus d'une semaine, les opérateurs du marché sont revenus à la baisse leurs anticipations de hausse, afin de ramener le calme sur le système financier. «Chaque jour qui passe sans drame nous rapproche du moment où nous pourrions mettre la mini-crise bancaire derrière nous. Mais il est encore tôt et les investisseurs n'en sont que trop conscients», estime Craig Erlam, analyste d'Oanda. Les entreprises bancaires du CAC 40 progressaient, comme Société Générale (+0,66%), BNP Paribas (+0,62%) et Credit Agricole (+0,70%).

Les investisseurs ont été un peu refroidis par le rebond surprise de l'inflation au Royaume-Uni, s'accrochant largement au-dessus du seuil de 10%, notamment à cause d'une nouvelle accélération des prix alimentaires en pleine crise du coût de la vie. C'est un nouveau signe que la lutte contre l'inflation, qui reste persistante aussi aux Etats-Unis et en zone euro ces derniers mois, est loin d'être terminée. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt français à 10 ans continuait sa remontée, à 2,86% contre 2,80% mardi à la clôture.

L'indice Dow Jones a gagné 0,98%, ou 316,02 points, à 32.560,60 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 51,30 points, soit 1,30%, à 4.002,87 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 184,57 points (1,58%) à 11.860,11 points.

Dans le sillage des gains des secteurs de l'énergie et des finances, notamment, les trois principaux indices de Wall Street se sont installés confortablement dans le vert, profitant aussi du rebond de l'indice bancaire du S&P-500. La chute de deux banques la semaine dernière, suivie du sauvetage de First Republic Bank et de la reprise de Credit Suisse, a fait craindre une

contagion dans le secteur financier, alimentant les préoccupations mondiales sur une possible récession.

"C'est un petit rebond après le mouvement à la baisse lié aux interrogations entourant les banques régionales", a commenté Robert Pavlik, gestionnaire de portfolio chez Dakota Wealth, à Fairfield dans le Connecticut.

"Beaucoup d'efforts ont été entrepris pour éteindre la crise de confiance", a-t-il dit, citant notamment les mesures du département américain du Trésor et de la Fed. "Il y a un regain d'intérêt pour les actions", a-t-il ajouté.

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a déclaré que le système bancaire américain avait été stabilisé grâce à des mesures décisives des régula-

teurs, selon des remarques préparées pour un discours devant l'Association nationale des banquiers, tout en prévenant que des actions supplémentaires pourraient être nécessaires.

Désormais, les regards sont tournés vers la Fed, qui a débuté dans la journée une réunion lors de laquelle elle devrait ajuster ses prévisions économiques et, vraisemblablement, procéder à une nouvelle hausse des taux afin de continuer sa lutte face à l'inflation.

La banque centrale américaine se trouve dans une situation dont elle ne peut sortir victorieuse, a estimé Robert Pavlik. "Elle fait son travail en relevant les taux pour lutter contre l'inflation, et elle doit continuer de le faire, mais elle

créée ainsi un problème plus important alors que les banques vacillent", a-t-il déclaré.

Il est majoritairement anticipé par les marchés financiers que la Fed va annoncer mercredi une hausse des taux de 25 points de base.

Côté valeurs, First Republic Bank a enregistré une hausse quotidienne record, bondissant de 29,50% après que le Wall Street Journal a rapporté que le directeur général de JPMorgan menait des discussions avec d'autres banques afin d'investir dans FRB. Tesla a progressé alors de 7,80% que des données sur les immatriculations en Chine laissent penser que le constructeur de véhicules électriques y a réalisé l'un de ses meilleurs trimestres.

POINTS-MARCHÉ

L'Europe en repli avant les décisions de la Fed et la BoE

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse mercredi en matinée, reprenant leur souffle après deux séances dans le vert liées à une accalmie sur les banques, alors que l'imminence des décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque d'Angleterre (BoE) incitent également à la prudence après la réaccélération surprise de l'inflation britannique.

À Paris, le CAC 40 perd 0,31% à 7.090,62 points vers 08h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,28% et à Francfort, le Dax reflue de 0,08%.

L'indice EuroStoxx 50 cède 0,17%, le FTSEurofirst 300 0,03% et le Stoxx 600 0,05%.

Les contrats à terme à Wall Street suggèrent une baisse de 0,26% pour le Dow Jones, de 0,27% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,38% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en nette hausse marquée par un regain d'optimisme sur les mar-

chés et des propos jugés rassurants de Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, sur le système bancaire.

Les investisseurs attendent désormais le communiqué de politique monétaire de la Fed, qui sera publié à 18h00 GMT et sera suivi une demi-heure plus tard d'une conférence de presse de son président, Jerome Powell, qui a déclaré ce mois-ci que l'évolution du coût du crédit aux Etats-Unis dépendrait des données macroéconomiques reçues jusqu'à cette réunion.

Les marchés tablent largement sur un relèvement limité des taux de 25 points de base, mais certains analystes, à l'image de ceux de Goldman Sachs, voient un statu quo, estimant que la récente pression sur les banques équivaut à une hausse de taux d'un quart de point.

La Banque d'Angleterre (BoE) doit pour sa part se réunir jeudi et l'incertitude sur sa décision s'est accrue avec la publication ce mercredi des

prix à la consommation qui montrent une réaccélération surprise de l'inflation à 10,4% sur un an en février.

"Au regard des mouvements du marché ces derniers temps, cela place la Banque d'Angleterre dans une position incroyablement difficile car une pause dans la hausse des taux pourrait ne pas suffire", prévient Richard Carter, directeur d'études dans l'obligataire chez Quilter Cheviot.

En Bourse, le compartiment de l'immobilier (-2,45%), sensible aux variations sur les taux, accuse la plus forte baisse du Stoxx 600. L'indice des banques, qui a pris 5% sur les deux dernières séances après le plan de sauvetage de Credit Suisse (-0,16%) par UBS (1,06%), progresse encore (+0,1%).

Ailleurs, Ubisoft gagne 3,52% après un changement de recommandation de HSBC à "acheter".

UBS rachète pour €2,75 mds d'obligations émises il y a moins d'une semaine

UBS Group UBSG.S a annoncé mercredi son intention de racheter pour 2,75 milliards d'euros de ses propres obligations émises il y a moins d'une semaine, une opération destinée à renforcer la confiance des investisseurs ébranlés par la décision du groupe d'acquiescer Credit Suisse CSIGN.S, dans le cadre d'un plan de sauvetage orchestré les autorités helvétiques.

Ces obligations, émises le 17 mars, comprennent des titres de 1,5 milliard d'euros avec un rendement à 4,625% pour une échéance en mars 2028 et des titres de 1,25 milliard d'euros avec un rendement à 4,750% pour une échéance en

mars 2032, a précisé UBS dans un communiqué. Depuis l'annonce, au cours du week-end, du rachat de Credit Suisse par UBS pour trois milliards de francs suisses (3,01 milliards d'euros), la valeur des actions et des obligations d'UBS a fortement fluctué.

L'action UBS a chuté de 17% après l'ouverture des marchés lundi, avant de finir mardi à 35% au-dessus de son niveau le plus bas en séance. Mercredi, elle se négociait à 19,36 francs, en repli de 0,33%. Selon les données de Refinitiv, le rendement des obligations Additional tier 1 (AT1) en dollars à 7% a bondi au niveau record de 29,8% mardi, alors qu'il était

encore à moins de 10% il y a tout juste une semaine. Le rendement de ces obligations s'affichait mercredi à 18,7%.

CH194652267=

Dans le cadre du plan de sauvetage de Credit Suisse, les autorités suisses de régulation ont décidé que la valeur des titres AT1 de Credit Suisse passerait de 16 milliards de dollars à zéro, ce qui a surpris les investisseurs, les pertes étant généralement d'abord supportées par les détenteurs d'actions avant les créanciers obligataires.

Les AT1 sont toutefois une obligation convertible contingente plus risquée que de la dette classique.

EN 2023

Comment les applications de messagerie stimuleront le marketing

Le premier message qui a été envoyé via le précurseur de l'Internet moderne en 1969, était "LO". C'était la tentative infructueuse de l'étudiant américain Charley Kilne de transmettre le "login" à un ordinateur.

Depuis lors, la messagerie instantanée a considérablement évolué et les services de messagerie sont devenus de plus en plus populaires comme un moyen de se connecter. Des études récentes montrent que nous passons en moyenne 2,5 heures par jour sur les applications de messagerie. Les mêmes études ont également révélé que la jeune génération, les 16-24 ans, passe près de 3 heures sur les applications de messagerie chaque jour. Le service client, les achats, les divertissements et même les paiements sont désormais effectués via des applications de messagerie. Et il n'y a aucun signe de ralentissement, car les applications de messagerie offrent davantage d'opportunités d'utiliser les médias enrichis et d'améliorer l'expérience client au quotidien. De plus en plus de personnes se tournent vers les messageries pour communiquer avec leurs amis, leur famille et leurs collègues. Par la suite, la messagerie est déjà une force motrice importante dans la communication de marque, car les spécialistes du marketing se connectent avec les clients là où ils se trouvent. Il existe de nombreuses raisons à l'attrait des applications de messagerie. Pour n'en nommer que quelques-uns :

- La commodité d'avoir une conversation n'importe où et à tout moment.
- La possibilité d'envoyer des messages multimédias, tels que des vidéos, des images et différents types de fichiers qui peuvent être plus engageants et informatifs que du texte.

- Être moins intrusif et donner la possibilité de communiquer via des appels ou des messages. Aujourd'hui, les entreprises adaptent leurs relations avec les consommateurs et passent d'un style de communication d'entreprise distant à un style plus personnalisé et convivial. Par exemple, 77 % des entreprises qui ont commencé à envoyer des messages à leurs clients pendant la pandémie prévoient de continuer à le faire. Les clients d'aujourd'hui réagissent beaucoup mieux aux conversations simples et authentiques des comptes professionnels dans les applications de messagerie. Ces tendances signifient que cette année, l'ajout d'applications de messagerie à la boîte à outils marketing est devenu une nécessité pour les entreprises, et pas seulement une discussion pour un certain temps dans le futur. Voici quelques tendances marketing à surveiller dans les applications de messagerie en 2023 :

- **Messagerie plus personnalisée** : à mesure que la messagerie devient de plus en plus populaire et que les marques adoptent de plus en plus une stratégie initiale de données, nous verrons plus de personnalisation avec un contenu explicitement conçu pour les clients ou les segments d'audience en fonction de leurs intérêts et préférences. Connecter une plateforme de données clients ou un CRM pour la personnalisation est une norme en 2023, et permet de faire passer les performances de votre campagne au niveau supérieur.

Messagerie personnalisée

- Utilisation accrue (et plus créative) d'un contenu multimédia enrichi : les

médias enrichis, comme les vidéos et les images, continueront d'être utilisés dans la messagerie car ils offrent une expérience très attrayante pour les utilisateurs. Dans un même temps, vous pouvez créer une vision cohérente de vous en tant que marque en utilisant les fonctionnalités avancées que les applications de messagerie ont à offrir. Créez un chatbot personnalisé, utilisez les technologies AR, des jeux et d'autres contenus avec des éléments de conception reconnaissables qui soutiennent la voix et l'image de votre marque. Ces fonctionnalités vous permettent d'immerger votre public dans l'atmosphère que vous souhaitez créer, prolongeant et améliorant ainsi leur implication dans votre contenu.

- **Utilisation accrue des chatbots** : grâce à une récente percée majeure dans la technologie des chatbots, les chatbots deviendront beaucoup plus courants dans les applications, car les entreprises recherchent des moyens d'automatiser leur marketing et leur support client. Sur la base des données internes de Viber, l'année dernière, 12 milliards de messages ont été échangés dans les chatbots sur l'application dans le monde, ce qui montre la popularité des conversations automatisées. Il est donc préférable de commencer dès maintenant et d'être en première ligne de la nouvelle approche.

- **L'Intelligence Artificielle prend le dessus** : l'IA jouera un rôle plus important dans les applications de messagerie, car les entreprises chercheront à l'utiliser pour la personnalisation et la compréhension du

comportement des utilisateurs. Les chatbots utilisent déjà des éléments d'apprentissage automatique et se développent dans la compréhension d'un langage humain plus complexe. Nous en sommes encore aux tout premiers stades de l'adoption de la technologie et continuerons à voir plus de cas d'utilisation fréquemment tout au long de 2023.

- **Concentration sur le service client** : les consommateurs s'attendent à une interaction immédiate, et les entreprises continuent d'améliorer leur façon de communiquer avec les acheteurs. Fournir un excellent service client via des applications de messagerie devient de plus en plus populaire. Les marques devront apprendre à résoudre les problèmes plus rapidement et avec un taux de réussite plus élevé, toujours avoir une longueur d'avance sur les besoins et les désirs de leurs clients et être prêts à engager des conversations en temps réel.

- **Support client** : propulsé par des messages commerciaux et l'IA. Nous avons constaté une véritable croissance parmi les plateformes de messagerie au cours de la dernière décennie. Certaines grandes entreprises ont rapidement rattrapé ce changement de comportement des utilisateurs, et aujourd'hui, il est tout à fait courant de parler aux marques par les moyens auparavant réservés à la communication personnelle. 2023 amènera certainement plus d'entreprises vers les applications de messagerie et verra une nouvelle évolution de la communication marque-utilisateur.

POUR REMPLIR LES SALLES

Une start-up propose des places de cinéma moins coûteuses

L'idée leur est venue en 2019 en pleine séance de cinéma. Trois amis nantais, Sylvain Mante, Mélanie Canivet et Cédric Merouani, étaient allés voir une énième suite de Spider-Man et se sont retrouvés seuls dans la salle. L'expérience les a fait réfléchir au remplissage des cinémas et à son optimisation. Le sujet est devenu crucial depuis la fin de la pandémie de Covid-19, qui a entraîné une désaffection sans précédent pour le grand écran. En octobre, la fréquentation, enfin soutenue par une offre de films riche et variée, a atteint 14,26 millions d'entrées, un niveau équivalent à octobre 2021. Mais il reste bien en deçà de l'étiage d'avant-crise (-24 % par rapport à la moyenne des mois d'octobre de 2017 à 2019).

Nouvelle clientèle

Ainsi est née Ozzak, une start-up qui propose aux spectateurs de payer les places de cinéma moins cher. « On s'inspire pour partie seulement du yield management [qui fait varier le prix en fonction de la demande], très utilisé dans les trains, les avions et les hôtels, sauf que nous ne proposons que des tarifs égaux ou inférieurs aux prix réduits ou aux prix proposés par les formules d'abonnement », détaille Sylvain Mante. Ozzak vise « les consommateurs occasionnels », dit-il, ceux qui vont peu au cinéma, n'achètent pas de carte de fidélité et donc paient le prix fort.

« Nous avons testé le site à Nantes pendant neuf mois avant de le déployer à plus grande échelle », explique M. Mante. Pour l'instant, la start-up n'a signé qu'avec 23 cinémas, dont récemment Le Grand Rex et l'Épée de bois, à Paris, des indépendants ou des petits circuits dans les Pays de la Loire, en Aquitaine et en région Rhône-Alpes. Aucun accord n'est conclu avec les grands circuits comme UGC, Pathé, CGR ou MK2. Pour les exploitants, Ozzak permet d'améliorer la fréquentation des séances plus creuses dans la journée, par exemple, remplir les avant-premières, mais surtout toucher une nouvelle clientèle. La start-up, qui espère être bénéficiaire dans trois ans, se rémunère grâce à une commission sur chaque place. Elle propose des prix qui oscillent, selon les salles et les séances, entre 3,50 euros et 8 euros (pour Le Grand Rex).

GUERRE DES SEMI-CONDUCTEURS

La Chine lance la planche à billets pour sauver Huawei

Pour sauver ses fleurons de la tech, la Chine a décidé de subventionner massivement, et sans limites, plusieurs entreprises dont Huawei. Elles devront s'atteler à fabriquer les semi-conducteurs de dernière génération que le pays ne peut plus acheter, du fait des sanctions américaines. Un chèque en blanc pour cinq entreprises : voilà ce que vient de décider la Chine, après le dernier durcissement des sanctions américaines qui visent à priver les entreprises chinoises, dont fait partie Huawei, de semi-conducteurs de dernière génération. Selon le Financial Times ce mardi 21 mars, Pékin a décidé de changer de braquet. « Il est temps de sortir l'industrie chinoise de la misère », a gravement déclaré un responsable politique local. Car sans ce must-have qui rentre dans la fabrication des smartphones, de l'intelligence artificielle ou encore des batteries électriques, les usines sont à l'arrêt. Et il est hors de question que cette situation dure trop longtemps, martèlent les responsables politiques. Cela fait plusieurs années que des sanctions américaines empêchent les entreprises chinoises de se fournir en semi-conducteurs. Les restrictions concernaient d'abord certaines entreprises placées sur liste noire – dont Huawei à part – avant de s'étendre aux puces, puis aux machines fabriquant ces composants. Ces derniers mois, les règles se sont durcies. Un accord entre les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas empêchera la Chine d'acquiescer les équipements de fabrication de puces les plus récents.

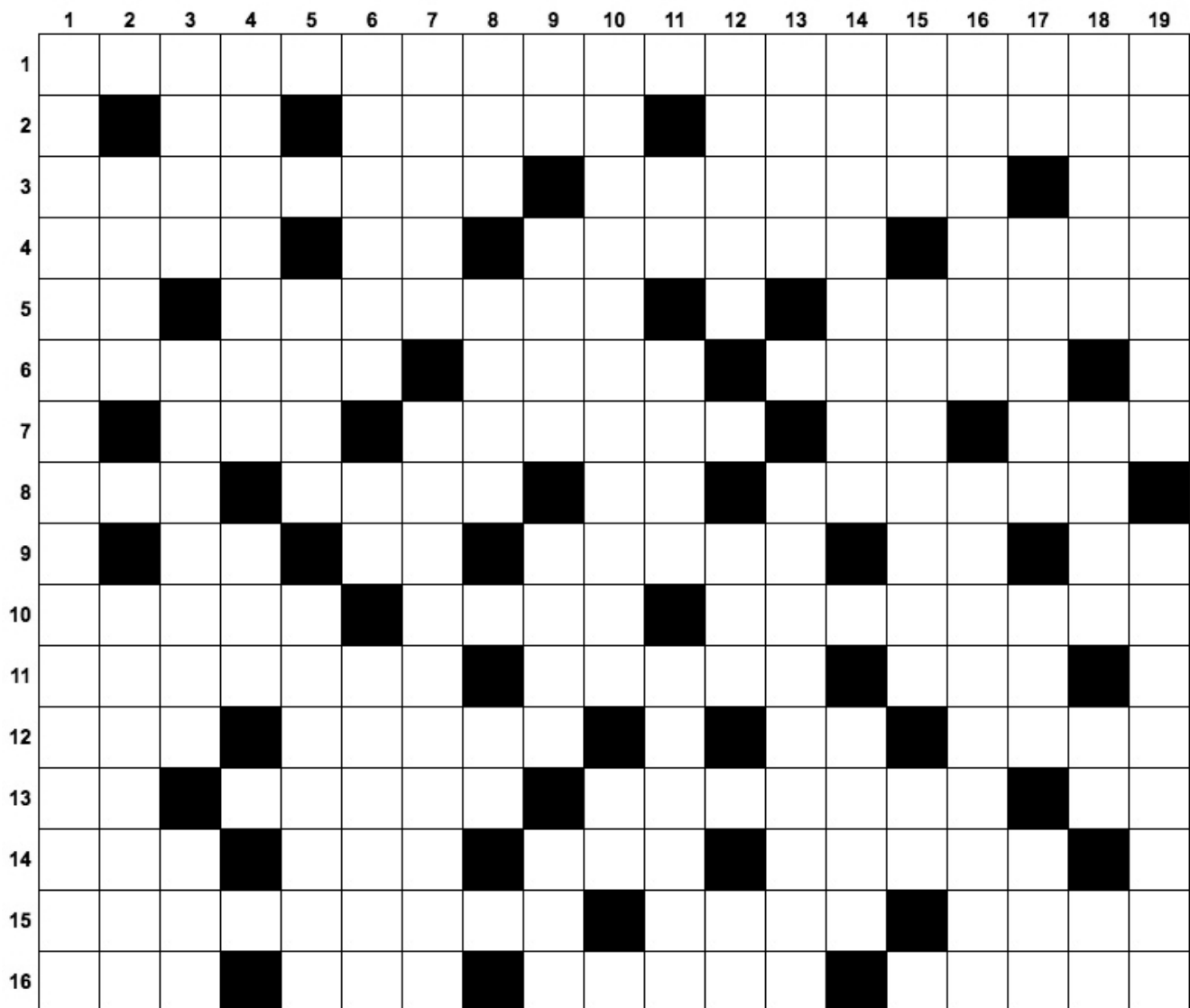
Des subventions illimitées pour « sortir l'industrie de la misère »

Face à cette déferlante de mesures, la Chine a réagi. Le pays essaie par tous les moyens de développer ses propres usines de semi-conducteurs. Problème : mettre en place ce type d'industrie est incroyablement complexe, nécessite des investissements faramineux, et prend un certain temps. Et si le pays abrite bien des fabricants de puces, comme Semiconductor Manufacturing International Corp (SMIC) et TSMC Chine continentale, ces derniers n'ont pas encore réussi à fabriquer les composants de dernière génération. Bloomberg estimait en juillet 2022 que les fabricants principaux chinois de semi-conducteurs avaient encore trois générations de retard sur les puces de TSMC Taiwan –

un des leaders du secteur. Et si la Chine avait déjà orienté des subventions déjà massives vers des entreprises ou des centres de recherche axés sur les semi-conducteurs, cela n'a pas été suffisant.

La Chine aurait donc décidé de changer de braquet. Le gouvernement a d'abord annoncé modifier l'organisation de sa stratégie technologique : une nouvelle commission scientifique du parti communiste va être créée, et le ministère de la science et de la technologie va être restructuré. Et surtout, Pékin s'appuierait désormais sur un groupe limité d'entreprises qui recevraient, sans conditions, de substantielles subventions, explique le Financial Times. Qui sont les heureux élus ? Selon des sources du média américain, il s'agirait côté fabricants de puces SMIC, d'Hua Hong Semiconductor et de Huawei. Côté fabricants d'équipements, Naura et Advanced Micro-Fabrication Equipment Inc China seraient concernés.

Ces entreprises pourront obtenir des financements publics supplémentaires, sans avoir à répondre aux conditions qui existaient jusqu'à présent, comme le fait d'atteindre des objectifs de performance. Ces subventions seraient même « sans plafond », donc illimitées, en vue de « produire et de déployer des outils de fabrication de puces dans le seul but de surmonter les restrictions américaines ». De nombreuses entreprises avaient déjà reçu des aides massives de l'État chinois, mais elles étaient mal ciblées, selon un responsable gouvernemental interrogé par nos confrères. « La Chine a gaspillé trop d'argent (...) pour contourner les sanctions (américaines), sans résultat. Il est temps d'abandonner les illusions et de canaliser toutes les ressources possibles vers les entreprises capables de sortir l'industrie de la misère », estime-t-il.



Horizontalement

1 Un des chef d'oeuvre de Marcel Carné (4 mots). 2 G. Marchais fut l'un de ses principaux acteurs.- Briller de mille feux.- Film de Melville en 1967 avec A. Delon. 3 Si 'Alice n'est plus ici', c'est à lui qu'on le doit.- Réalisa en 1966 'La Guerre est finie'.- Initiales du réalisateur de 'L'Arroseur arrosé'. 4 Son héros prit des vacances mémorables en 1953.- Etats Unis.- Admettre.- Cerveau qu'est tout réalisateur. 5 Abréviation postale.- Deux frères qui tournèrent 'Padre Padrone' en 1967.- Fut filmé plus d'un fois par J.Y. Cousteau. 6 Ce que l'on peut devenir avec 'Mille milliards de dollars'.- Prénom bien connu des cinéastes russes.- Genre cinématographique apprécié des sans-culottes. 7 Eut du cran.- Joli prénom pour qui aime les bains.- Dans un rôle.- Poisson rouge. 8 L'actrice y met son cachet et ses cachets.- Songe.- Voyelle doublée.- Une ville où l'on a sûrement joué quelques scènes de Far West. 9 Possessif.- Les débuts de Sautet.- Belle comme Emilie.- Consonne doublée.- En bref, rez-de-chaussée. 10 Il faut sans doute plus de quat'sous pour y entrer.- Un coup dur pour Rocky.- Elle est 'La Belle ensorceleuse'. 11 Le vampire de Tod Browning.- Surnom bien connu de 'L'As des As'.- C'est la devise du producteur japonais. 12 Élément indispensable pour Romy Schneider dans 'La Piscine'.- Aiguillons.- Article.- Héroïne espagnole. 13 A trouver chez Fernandel ou Bourvil.- Elle avait belle cuisse dans 'La Grande bouffe'.- Elle connut la célébrité grâce à 'Orphée'.- Vieilles coutumes. 14 Ne reconnaît pas.- Fait l'objet de bien des analyses.- Métier du cinéma.- Un des premiers grands défenseurs de la langue française. 15 Mettra sous terre.- A payer.- Plutôt simplet. 16 Homme d'enseignement.- Ce qu'avait l'air mais n'était pas Lino Ventura.- Projecteurs des plateaux de tournage.- Parfum ou puanteur.

Verticalement

1 Satire du travail à la chaîne vu par Chaplin (3 mots). 2 Avec J. Gabin, il se rebiffe.- John Wayne en distribue plus d'une dans ses westerns. 3 Petit film publicitaire.- Grâce à lui, J. Marais, pourtant 'bête', devint prince charmant.- Fut meurtrier en 1963 pour Isabelle Adjani. 4 Les scènes d'un film le sont avant d'être jouées.- Accessoire indispensable pour 'Robin des Bois'. 5 Extrémiste de gauche.- 'Clamsé' en 1985, Il nous a laissé des dialogues pas 'piqués des hannetons'. 6 Film de Renoir tourné en Inde en 1951.- Préposition.- Chabrol le fit de nouveau flamber. 7 En conséquence.- Prénom et nom du mythe que fut cette 'panthère'. 8 Refuse l'évidence.- Epreuve de l'affection.- A mettre à l'index. 9 Les débuts de Truffaut.- Est exterminateur chez Bunuel.- Des petits boulots.- Le héros de G. de Villiers. 10 Ce n'est pas pour une 'poignée de dollars' qu'il a réalisé des westerns.- Préfixe d'association. 11 Initiales de celui qui découvrit 'Le Genou de Claire'.- Révolutionnaire canadien.- Il joua son 'Dernier tango' tout nu. 12 Son hôtel de Ventadour a de quoi attirer les cinéastes.- Encore un poisson rouge.- Est parfois de poitrine. 13 Trempé dans du pain.- Coups d'oeil des 'Dames du Bois de Boulogne'. 14 Film tourné par Fellini en 1973.- L'amour en flèches. 15 Il faut être fou pour tenter de le mettre en échec.- Voici 'Madame sans gêne'.- L'erbium du chimiste. 16 Fondateur de l'état du Texas.- Pour la découvrir, voyez donc 'La Chouette'. 17 Deux lettres plein cadre.- Troubles.- Il slalome à Saint-Moritz.- James Dean le fut par accident. 18 On y décida de la dénazification.- On lui offrit des 'Seins de glace' en attendant 'Le Retour du grand blond'.- Bien roulé.- Reproduction style Raquel Welch. 19 Ordre du metteur en scène avant la prise.- Le plus célèbre reste encore celui de chez Maxim's.

NOUVEAU RENAULT ESPACE (2023)

De nombreuses infos en fuite !

Le nouveau Renault Espace, prévu pour le 28 mars 2023, est en fuite sur internet et ne laisse plus aucun doute sur sa filiation avec son petit frère Austral.

Le Renault Espace n'en finit pas de faire parler. D'abord via Renault qui distille les informations au compte-goutte pour tenir en haleine, mais maintenant via des fuites qui ne semblent pas volontaires. Nous savions déjà qu'il s'agissait essentiellement d'un Austral rallongée, sans doute plus petit que son prédécesseur. Nous avons désormais pas mal d'infos complémentaires.

LE DESIGN RÉVÉLÉ

La présentation officielle de l'Espace est prévue pour le 28 mars. Malheureusement pour Renault, le design ex-

térieur a été accidentellement révélé. Certaines pages d'un manuel pdf, qui a été brièvement publié sur le site français de Renault, ont fui en ligne, montrant le SUV familial dans toute sa splendeur. Le pionnier des monospaces va se transformer en SUV. Malgré cela, Renault suggère que l'Espace ne perdra pas son caractère et sera toujours capable de transporter 7 personnes confortablement pour de longs trajets. D'après les teasers officiels et les plans divulgués qui ont été publiés sur le forum Wordscoop, il est tout à fait évident que la sixième génération de l'Espace sera une version plus longue de

l'Austral.

Le Renault Espace dispose d'un empattement allongé de 2,74 m, d'un porte-à-faux arrière plus long et d'un arrière plus droit. Malgré ces différences, les feux arrière à LED, le hayon sculpté et la partie inférieure du pare-chocs ressemblent beaucoup à l'Austral. L'Espace mesure 4,72 m de long, soit 21 cm de plus que l'Austral, mais 14 cm de moins que son prédécesseur. Le SUV est également plus long que le Nissan X-Trail reposant sur la même plateforme. Cela montre que Renault souhaitait l'étirer au maximum, au profit de l'espace intérieur.

DACIA JOGGER HYBRID (2023)

Au volant du « vaisseau » à 7 places

Dacia ne pouvait plus snober l'hybridation plus longtemps. Surtout lorsqu'il suffit de piquer la motorisation à la Renault Clio E-Tech et de l'offrir à son dernier né, le Jogger. Au prix, hélas, d'un sacré surcoût. L'Auto-Journal teste pour vous le « vaisseau » à 7 places de la marque roumaine.

Difficile de dire que le Jogger est un vilain pollueur, lourdement pénalisé par le malus écologique. Parmi toutes les versions de la gamme proposées à la vente, la « peine maximale » s'élève à 210 € pour un modèle TCE 110 ch SL Extrême.

Même pas 1% du prix dudit véhicule – 22200 € en l'occurrence – le plus cher du catalogue. Mais par les temps qui courent, il faut laver plus blanc que blanc, prévoir l'avenir, anticiper les pénalités prochaines, et soigner son image.

UN SURCÔÛT DE... 25% !

Revenir à une consommation au ras du bitume appâte toujours, à l'heure d'un carburant à 2 € le litre. Dacia ne pouvait donc plus faire l'impasse sur une proposition hybride, quitte à ce que cela entraîne une nette inflation. Une fois n'est pas coutume, commençons par le revers de la médaille : le Jogger Hybrid 140 ch qui nous intéresse aujourd'hui coûte, à finition identique, 5 000 € tout rond de plus que ses homologues TCE 110 ch ou ECO-G 100 ch. Soit la bagatelle d'un surcoût de... 25% ! Le rapport prix/prestations étant l'argument de vente premier d'une Dacia et particulièrement scruté par la clientèle, à ce prix-là, l'hybride a intérêt à en offrir plus.

Le plus puissant de la famille DACIA

Et quoi au juste ? De meilleures performances, pour commencer. En héritant de l'ensemble hybride « simple », c'est-à-dire non rechargeable, de la Clio notamment, le Jogger gagne pas moins de 30 ch par rapport au TCe 110 ch et 40

ch sur l'ECO-G à bicarburant sans plomb/GPL.

Avec ses 140 ch cumulés, il devient le plus puissant de la famille : ça change la donne, forcément. Même s'il s'alourdit de quelques kilos supplémentaires (180 kg d'après Dacia, du fait de la batterie), il prend l'avantage sur ses frangins. Du moins, à l'accélération.

C'est moins vrai en relance et encore moins dans le cas d'une version 7 places. Même si personne n'achète un Jogger pour ses capacités à taquiner le chrono, ce gain lui donne un entrain qui n'est pas superflu. Cette motorisation hybride apporte surtout un réel plus en agrément de conduite.

Au démarrage, c'est silence radio

Pour peu toutefois que son conducteur adopte lui aussi une bonne conduite ou, si vous préférez, un style coulé. Au démarrage, bonne nouvelle, c'est silence radio. La boîte de vitesses multimode à crabots de l'ensemble étant reliée au premier des deux moteurs électriques, c'est celui-ci, de 49 ch, qui assure le lancement et peut, selon la charge de la batterie, se débrouiller seul sur quelques mètres. Jusque-là ce n'est que calme, douceur et volupté ! C'est plaisant en ville ou en milieu périurbain, ce qui, pour rappel, n'est toutefois pas le terrain de jeu idéal du Jogger avec ses 4,55 m de longueur. Le tableau se fissure quelque peu quand le 4 cylindres 1.6 de 91 ch entre en scène.

Rien de réhibitoire pour autant, ce petit moteur n'étant pas trop sonore et même plus rond que le 3 pattes des autres Jogger. En outre, les transitions de fonctionnement de l'ensemble hybride sont dans l'ensemble assez fluides et transparentes pour le conducteur, sauf... lors de fortes sollicitations de puissance.

MICHELIN

La firme améliore la durabilité de ses pneus

Trente ans après la sortie de son premier « pneu vert », Michelin a dévoilé début octobre deux nouveaux pneus, l'un pour voiture et l'autre pour bus, affichant respectivement 45% et 58% de matériaux durables. Une étape décisive alors que le groupe prévoit de faire passer ce taux à 100% pour l'ensemble de ses produits en 2050, contre environ 30% aujourd'hui. Ces pneumatiques contiennent de la silice issue d'écorces de riz et d'acier intégrant des ferrailles recyclées, mais aussi d'autres matières premières écologiques conçues au sein de programmes spécifiques.

ZEEKR confirme une nouvelle berline pour l'Europe pour 2024

La marque chinoise Zeekr annonce l'arrivée, pour fin 2023, d'une berline de luxe 100 % électrique sur le marché européen. Geely est un groupe tentaculaire, possédant de nombreuses marques et partageant ses plateformes avec des marques historiques.

Zeekr, une de ses marques de luxe, au côté de la nouvelle marque Galaxy, annonce l'arrivée d'une berline qui sera lancée en Europe dès cet hiver.

La marque chinoise lancera un nouveau modèle tous les six mois dans le cadre d'un plan d'expansion qui vise 650 000 ventes par

an d'ici 2025, a déclaré mardi le PDG An Conghui aux journalistes et analystes lors de la présentation des résultats.

L'expansion en Europe d'ici la fin de 2023, et aux États-Unis en 2024, aidera le constructeur à se développer, a déclaré An.

« Zeekr est un produit bien établi en Chine mais qui va se développer rapidement sur les marchés internationaux, ce qui est notre objectif initial », a-t-il ajouté.

L'an passé, 71 941 exemplaires du break Zeekr 001 ont été vendus en Chine. « D'ici 2025, nous aurons huit modèles pour atteindre 650

000 unités. Nous pensons que cela est réalisable ».

Zeekr vend actuellement les 001 et 009 sur le marché chinois, et les livraisons du nouveau SUV compact Zeekr X, récemment présenté, débuteront au troisième trimestre. La nouvelle berline, nom de code CS1E (pour « berline compacte électrique de première génération »), devrait être plus longue que la X et vise clairement à concurrencer la Tesla Model 3.

Si ce n'est cette berline, qui viendra bien sur le vieux continent, les 001 et X devraient également poser leurs roues sur quelques marchés

européens.

La 001 devait initialement être un nouveau modèle pour Lynk & Co, qui a récemment dévoilé la 08, mais Geely a décidé que le modèle était suffisamment haut de gamme pour créer une nouvelle marque pour son lancement en 2021.

La berline Zeekr utilisera la plateforme SEA de Geely, qui sous-tend plusieurs autres véhicules électriques chez Smart telle la #1 ou Polestar par exemple avec sa nouvelle 2 BST 230, Lotus etc.

Boeing remporte une commande de 21 avions MAX pour Japan Airlines

Boeing Co a décroché un accord d'une valeur d'au moins 2,5 milliards de dollars aux prix catalogue pour vendre 21 de ses jets 737 MAX à Japan Airlines Co (JAL), ont indiqué des sources industrielles.

L'accord sera annoncé jeudi, ont-ils ajouté, après que des discussions sur le renouvellement de la flotte des avions à fuselage étroit ont été entamées au début du mois.

Boeing s'est refusé à tout commentaire. Un porte-parole de JAL a réaffirmé que la compagnie "étudiait la question", mais s'est refusé à tout autre commentaire.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 23 Mars 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ANP Neuf éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Neuf (09) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également mis en échec des tentatives d'introduction de plus de deux quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, durant la période allant du 15 au 21 mars en cours, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 15 au 21 mars 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source, relevant que dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté 9 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national".

11 minéraux nécessaires à la transition énergétique L'Afrique en détient entre 20% et 90% des réserves mondiales

Bien qu'il reste encore peu exploré, le continent détient déjà des parts considérables des réserves mondiales des minéraux critiques. De plus, la plupart des études géologiques y ont été menées avant que certains minéraux ne soient reconnus comme essentiels à la transition énergétique.

L'Afrique détient entre 20% et 90% des réserves mondiales de 11 minéraux nécessaires à la transition énergétique comme les métaux du groupe du platine, le cobalt, le chrome et le zircon, selon un rapport publié en novembre dernier par l'ONG Natural Resource Governance Institute (NRGI). Intitulé « Triple win : How mining can benefit Africa's

citizens, their environment and the energy transition », ce rapport précise que le continent dispose de plus de 90% des réserves planétaires des métaux du groupe du platine (ruthénium, rhodium, palladium, osmium, iridium, platine et rhénium), qui sont notamment utilisés dans la fabrication des piles à combustible, des électrolyseurs nécessaires à la production de l'hydrogène vert et des catalyseurs automobiles.

L'Afrique abrite également 80% des réserves mondiales de phosphate nécessaire à la fabrication des cathodes des accumulateurs LFP (Lithium, Fer, Phosphate) et des engrais. Elle détient aussi des parts importantes des réserves mondiales de neuf autres minéraux indispensables pour la

fabrication des solutions de stockage d'énergie, des panneaux photovoltaïques, des pales d'éoliennes et de divers composants des véhicules électriques : le manganèse (55% des réserves mondiales), le cobalt (44%), l'ilménite (43%), l'yttrium (43%), le chrome (40%), le vanadium (30%), la bauxite (22%), le graphite (21%) et le zircon (20%).

Le rapport, qui révèle aussi que l'Afrique détient 19 % des réserves mondiales de métaux nécessaires à la fabrication d'un véhicule électrique standard alimenté par une batterie, souligne que le continent est encore peu exploré puisqu'il possède la plus faible concentration de richesses minérales connues dans le monde.

La Chronique d'Anouar El Andaloussi

L'IA, un Outil ou un Collègue ?

Nous constatons, à travers les publications scientifiques et les médias, que l'écart entre intelligence biologique (humaine) et intelligence artificielle (IA) se rétrécit de jour en jour. Des algorithmes nous demandent si nous sommes des robots avant de nous accorder l'accès à des sites ou plateformes sensibles (comme ceux liés aux mondes de la finance et de l'administration de souveraineté).

Selon les tendances observables de l'évolution technologique, cet écart va disparaître progressivement sur les quelques années à venir. L'application GptChat4 nous donne un avant-goût de cette évolution.

D'autres spéculations vont vers la fusion de l'humain et de la machine. Allons-nous voir naître une nouvelle espèce humaine qui va supplanter l'Homo Sapiens ? Rien n'est sûr pour le moment ; mais rien n'est impossible. Des outils, qui nous sont chers, les technologies numériques (en particulier l'apport de l'IA) vont devenir nos collègues, nos partenaires ou alliés, nos confidents, nos compagnons professionnels, ... Chez les économistes néoclassiques, l'homo economicus, cet être parfaitement rationnelle dans ses choix a toujours existé et a

constitué même la principale hypothèse de leur raisonnement, car il est doté d'une rationalité absolue (par opposition à la rationalité limitée de H. Simon). Par ailleurs, la recherche de la croissance de la productivité est l'autre préoccupation des économistes et des économistes. Avec l'IA et son support la robotisation, la croissance de la productivité serait un jeu d'enfant. Alors quelles en seraient les conséquences. Elles sont d'ordre économique en premier lieu mais aussi politiques, sociales, philosophiques, éthiques, psychologiques...

Au plan économique, la première conséquence serait certainement sur l'emploi. La machine va remplacer, c'est déjà le cas, plusieurs tâches effectuées par les hommes, et dans un deuxième temps remplacer tous les emplois exercés par les hommes, à commencer par les métiers de médecins, d'avocats, de comptables, d'architectes, de professeurs, de journalistes, de coiffeurs, de biologistes... La connexion entre l'IA et l'imprimante 3D va élargir le champ de remplacement de l'homme par la machine à d'autres emplois et activités, comme la construction d'ouvrages ou de maisons (un pont a été construit à Amsterdam et une maison dans la banlieue de New York). L'augmentation permanente et continue de la productivité est en soi réjouissante. Elle crée de la richesse plus vite et à moindre

coût. Que vont faire les hommes libérés des tâches et des emplois ? Vont-ils bénéficier d'un revenu décent et à vie ? Les plus optimistes des futurologues diront que le temps gagné grâce à la machine sera utilisé aux loisirs et aux relations sociales. Les plus pessimistes diront que ce sont les rapports sociaux qui vont subir les plus grandes conséquences et il est difficile d'en apprécier l'évolution ; de nouvelles formes d'organisation du travail et des relations sociales et de répartition de la richesse vont émerger. A quoi servent les institutions publiques si elles n'ont plus aucun rôle dans la société ? Idem pour les élus et les institutions politiques, les syndicats, ... Chacun de nous aura besoin d'un compagnon (IA) pour les besoins de la vie au quotidien, ou comme collègue dans le travail, peut-être même avoir un chef (IA), car plus compétent, plus disponible, et peut-être plus efficace. Mais qui va financer les retraites des séniors ? Vaut-il vers un système de cotisation des robots, du moins pendant une période de transition. Un nouveau monde, de nouvelles règles, et plus inquiétant de nouvelles valeurs.

In fine, on reprend l'interrogation philosophique : « Ce qu'on gagne vaut-il ce qu'on perd ? ».